

COMMISSION SPECIALE
CHARGÉE D'EXAMINER L'ÉTAT
INDEPENDANT DU CONGO (1885-
1908) ET LE PASSE COLONIAL DE
LA BELGIQUE AU CONGO (1908-
1960), AU RWANDA ET AU
BURUNDI (1919-1962), SES
CONSEQUENCES ET LES SUITES
QU'IL CONVIENT D'Y RESERVER

du

VENDREDI 15 JUILLET 2022

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE
BELAST MET HET ONDERZOEK
OVER CONGO-VRIJSTAAT (1885-
1908) EN HET BELGISCH
KOLONIAAL VERLEDEN IN
CONGO (1908-1960), RWANDA EN
BURUNDI (1919-1962), DE IMPACT
HIERVAN EN DE GEVOLGEN DIE
HIERAAN DIENEN GEGEVEN TE
WORDEN

van

VRIJDAG 15 JULI 2022

Namiddag

De openbare commissievergadering wordt geopend om 13.14 uur en voorgezeten door de heer Wouter De Vriendt.

La réunion publique de la commission est ouverte à 13 h 14 et présidée par M. Wouter De Vriendt.

De **voorzitter**: Goedemiddag en welkom, collega's en al wie onze vergadering digitaal en live van thuis volgt. Alle hoorzittingen van onze commissie worden namelijk uitgezonden op de website van de Kamer. Wij proberen onze vergaderingen namelijk in alle transparantie te organiseren.

Er staat vandaag een hoofdstuk betreffende symbolisch herstel en rehabilitatie op het programma. We zitten dan ook in de laatste fase van onze hoorvergaderingen. We hebben al meer dan 100 sprekers kunnen horen in onze bijzondere commissie en proberen altijd een zo groot mogelijke diversiteit en polivalentie bij de sprekers na te streven. We proberen evident ook sprekers uit Congo, Rwanda en Burundi zelf te betrekken.

We hebben het genoeg en plezier om ofwel live ofwel via zoom de volgende gasten te ontvangen. Ten eerste hebben we de heer Patrick Balemba Batumike te gast, hoofd Onderzoek en Animatie, specialist in Centraal-Afrika en betrekkingen tussen België en Afrika van de Grote Meren, Commissie Justice & Paix asbl. Mevrouw Alejandra Mejia Cardona, verantwoordelijke voor conflictpreventievraagstukken en thema's in verband met Centraal-Afrika is ook te gast. Zij is eveneens van de asbl Commission Justice & Paix.

Dan is er ook de heer Laurent Kasindi, Global Program Quality Specialist at Search for Common Ground. Professor Hans De Wolf van de Vrije Universiteit Brussel is via Zoom met ons verbonden. Tot slot is er ook nog een kunstenaar, mevrouw Géraldine Tobe van het project "Geest van de voorouders".

Ik wil u dus zo meteen in die volgorde het woord geven voor een eerste presentatie en uiteenzetting, bij wijze van inleiding, om daarna de gedachtewisseling met de parlementsleden aan te vatten. Een aantal parlementsleden zitten in de zaal, maar er zijn er ook die uit gezondheidsredenen niet aanwezig kunnen zijn, zoals mevrouw Vicky Reynaert, die ik moet verontschuldigen. Er zijn ook nog parlementsleden die de vergadering live volgen via de website van de Kamer.

Nathalie Gilson (MR): Monsieur le président, en tant que membre de cette commission au sein de laquelle nous travaillons ensemble depuis le mois de juillet 2020, je désirais vous mettre au fait que, dans quelques heures, vu le retrait de Mme Wilmès du gouvernement fédéral et étant sa suppléante à la Chambre, il ne me sera plus permis de m'exprimer politiquement en tant que députée.

Je voudrais vous remercier pour tout le travail, remercier les personnes qui sont venues partager leur témoignage, leur expérience, nos experts, vous en votre qualité de président, nos vice-présidents et tous les membres de la commission. Je continuerai à suivre les travaux de cette

commission, vu mon intérêt et le maintien de mon engagement politique.

De **voorzitter**: Dank u wel, mevrouw Gilson. Beste collega, hartelijk bedankt voor uw betrokkenheid en uw inzet in onze commissie als parlementslid. U was nagenoeg altijd aanwezig en u volgde de hoorzittingen. U hebt een groot engagement getoond voor het thema van het koloniale verleden.

[FR]Audition sur la réparation symbolique et réhabilitation de:

- **M. Patrick Balemba Batumike (responsable de recherche et d'animation, spécialiste de l'Afrique centrale et des relations entre la Belgique et l'Afrique des Grands Lacs – Commission Justice & Paix asbl);**
- **Mme Alejandra Mejia Cardona (responsable des enjeux de prévention des conflits et des thématiques liées à l'Afrique centrale – Commission Justice & Paix asbl);**
- **M. Laurent Kasindi (Global Program Quality Specialist at Search for Common Ground);**
- **M. Hans De Wolf (VUB);**
- **Mme Géraldine Tobe (artiste) – projet "Esprit des Ancêtres.**

[NL]Hoorzitting over het symbolisch herstel en rehabilitatie met:

- **de heer Patrick Balemba Batumike (Hoofd Onderzoek en Animatie, specialist in Centraal-Afrika en betrekkingen tussen België en Afrika van de Grote Meren – Commission Justice & Paix asbl);**
- **mevrouw Alejandra Mejia Cardona (verantwoordelijke voor conflictpreventievraagstukken en thema's in verband met Centraal-Afrika – Commission Justice & Paix asbl);**
- **de heer Laurent Kasindi (Global Program Quality Specialist at Search for Common Ground);**
- **de heer Hans De Wolf (VUB);**
- **mevrouw Géraldine Tobe (kunstenares) – project "Geest van de voorouders.**

Dan geef ik nu het woord aan onze eerste spreker, de heer Patrick Balemba Batumike.

Patrick Balemba Batumike: Monsieur le président, je vous remercie.

Je cèderai tout d'abord la parole à ma collègue Alejandra et je suivrai ensuite.

Alejandra Mejia Cardona: Je vous remercie.

Tout d'abord, bonjour à tous. Nous tenons à vous remercier pour l'espace précieux que vous nous accordez aujourd'hui afin d'apporter une pierre à l'édifice que vous construisez laborieusement

depuis déjà 2020. J'insiste sur laborieusement, pourquoi? Parce que vous connaissez mieux que personne tous les défis auxquels vous avez à faire face et auxquels vous avez d'ailleurs commencé à faire face, pour tout ce qui concerne le travail de mémoire autour du passé colonial: des défis sociaux, des défis politiques, des défis historiques qu'il faut poursuivre car, nous l'espérons, tout ce que vous menez aujourd'hui, sera poursuivi par les générations futures, par ceux qui ont et auront le privilège d'occuper les places historiques qui sont les vôtres. Aussi, je réitère nos remerciements.

Nous rappellerons, Patrick et moi-même, l'importance de la réparation symbolique, de la réhabilitation qui ne peut se substituer à une quelconque réparation pécuniaire. Pourquoi? Car la réparation symbolique répare les personnes (en quelque sorte) et non pas les choses. Il faut vraiment que la réparation symbolique soit l'un des piliers de toutes les activités de vos futures propositions.

Cette réparation permet tant aux victimes qu'à leurs descendants de réclamer leur place dans cette histoire du passé colonial. C'est déjà une sorte de reconnaissance. C'est indispensable et c'est pour cela que la réparation symbolique doit tenir compte de leur parole, que ces personnes puissent exprimer leur vécu qui a peut-être été rangé aux oubliettes de manière générale pendant des décennies ou qui a été raconté par d'autres en niant leur propre vérité, leurs propres mémoires.

Je ne suis sans doute pas la première à vous dire que toute réparation symbolique doit s'accompagner d'une prise en compte et d'une reconnaissance des responsabilités, pas uniquement des personnes qui ont participé au système colonial, mais aussi des faits et commis des dommages causés. Dans tous les mécanismes de réparation mis en place au niveau international, cette reconnaissance est considérée comme un élément très important. Vous le savez très bien et vous avez vu l'impact des discours du roi et de celui du premier ministre.

En ce sens aussi, il faut que toutes les activités de réparation que vous entreprendrez visent non seulement les victimes et leurs descendants, mais aussi et de manière générale, toute la société belge. C'est le pilier-même du vivre ensemble: on doit tous se sentir concernés et tous nous devons épouser ces enjeux comme si cela faisait partie de notre vécu individuel. Cela passe toujours de l'individuel au collectif.

Les réparations ne peuvent donc pas rester enfermées entre les murs de cette belle Chambre

et ne peuvent être construites dans les cénacles politiques uniquement. Elles doivent être co-construites et tous les porteurs de mémoires, et même la société civile belge ainsi que les partenaires rwandais, burundais et congolais doivent être inclus dans le processus.

Vous devez aussi garantir la pérennité de ces activités. Elles doivent survivre à tous les gouvernements qui vous suivront et à tous les projets politiques qui pourraient se désolidariser des objectifs de réparation.

Vous n'êtes pas sans savoir que c'est toujours une question de temps. Vous le constatez de manière générale dans votre travail parlementaire. La réparation ne se compte pas en mandats mais en générations. J'imagine que dans votre soif d'action, vous vous dites "tout ce qu'ils nous disent, on le sait déjà. Mais comment? Il nous faudrait des journées entières pour explorer toutes les possibilités existantes qui ont déjà été explorées par d'autres commissions qui ont des buts semblables".

Mais permettez-moi de commencer avec quelques suggestions ou recommandations!

Tout d'abord, il a été prouvé que des créations de programmes de réparation sont très efficaces dans la question des traitements des passés douloureux et situations post-conflits. Ces programmes de réparation doivent avoir parmi leurs buts principaux tout d'abord d'étudier, en consultant les parties prenantes, ce qu'est une réparation. Pourquoi la définition ne doit-elle pas venir seulement de vous en tant que parlementaires? Il faut aussi tenir compte des spécificités historiques et culturelles des personnes concernées. On ne peut appliquer les mêmes critères de réparation que ceux appliqués dans d'autres situations de conflits au passé colonial. Il faut donc toujours tenir compte des spécificités du public cible de ces réparations symboliques.

De manière complémentaire et en plus du travail de recherche historique devant accompagner la réparation, nous recommandons toujours l'organisation de séances d'écoute et de récolte de témoignages. Vous le faites déjà au sein de cette commission et c'est très bien. Cette initiative est très importante et nous la saluons. Mais ces séances d'écoute peuvent aussi être ouvertes au grand public. Par exemple, créer des rencontres entre les différents porteurs de mémoires portant même des mémoires divergentes. C'est important parce que ces séances d'écoute critique et empathique permettent de résoudre par le dialogue parfois (cela peut paraître être une grande

ambition) des dilemmes collectifs. Pourquoi ne pas importer ces rencontres dans les écoles et faire en sorte que les jeunes, les enfants puissent rencontrer les différents porteurs de mémoires? On sait à quel point cela a été efficace lorsqu'il s'est agi d'inviter des survivants de l'holocauste ou du génocide. Ce sont des témoignages que l'on garde en soi et qui perdurent dans la mémoire. C'est comme cela que l'on sauve de l'oubli des témoignages de personnes, car à un moment donné nous ne serons plus là non plus. C'est également une réparation et une reconnaissance que l'on leur accorde.

Une autre idée essentielle est celle de la création des lieux de mémoire sur le passé colonial. Ils peuvent se concrétiser sous des formes d'une grande diversité d'options comme, par exemple, la création de maisons culturelles qui soient dévouées à 100 % au travail de mémoire, à la réparation symbolique. Il y a le musée qui existe déjà. L'on peut s'étendre et aller au-delà. La création d'un mémorial, de salles d'exposition, des plateformes virtuelles sont des initiatives qui fonctionnent dans d'autres pays. Ces plateformes peuvent dépasser les frontières, rendre les sujets traités accessibles, contenir des documentaires, toute sorte de matériel pédagogique. Elles sont en quelque sorte des lieux de mémoire virtuelle. C'est toujours intéressant.

Parler des jeunes et des enfants et de l'importance d'intégrer ce travail de mémoire et de réparations symboliques aux programmes scolaires. Le débat est en cours dans les universités. En Fédération Wallonie-Bruxelles, cela fait partie des futurs référentiels. Mais il faut toujours aller au-delà et s'adapter aux changements de contextes et pourquoi ne pas mobiliser le langage des jeunes? Pourquoi ne pas passer aussi par des réseaux sociaux, Instagram, Facebook, Youtube pour les toucher avec leur propre langue, pour marquer leurs esprits avec l'art et la culture? Évidemment, les adultes ne doivent pas en être exclus, mais c'est une manière de les toucher et de les inclure dans ce genre d'activités, les pousser à créer des bandes dessinées sur le passé colonial. Il y a une multitude d'options. La priorité est que les enfants et les jeunes puissent faire le lien entre ce passé et les représentations sociales qui les entourent. C'est ça la priorité. Il ne s'agit pas simplement de créer des lieux et des espaces: il faut que les symboles véhiculés aient un sens (même des monuments) pour permettre d'interpeller à la fois le passé et le présent. Vous pouvez créer toutes les activités que vous voudrez ou ériger toutes les statues que vous voudrez, s'il n'y a pas de sens derrière, cela restera un simple objet.

Nous vous invitons toujours à soutenir la société civile belge qui se questionne à vos côtés, grâce aussi à vos initiatives, sur la manière dont nous pouvons travailler sur ce passé et avoir des pratiques décoloniales, questionner notre propre identité. Ainsi, la commission du (...) met-elle un point d'honneur à créer des espaces d'échanges et de dialogue avec le grand public et avec des formations. Il faut toujours soutenir les organisations de la société civile: cela fait aussi partie de nos missions et de nos devoirs dans chacune de nos activités.

Souvenez-vous toujours que la reconnaissance du vécu est porteuse de mémoire! C'est vraiment le cœur de la réparation symbolique, même si celles-ci sont divergentes, il ne faut pas les taire. Il faut toujours en tenir compte.

Je jette un coup d'œil à mon chronomètre: je ne dispose plus de temps, mais faites en sorte que le temps ne passe pas trop vite pour vous! Profitez de la chance unique de ce privilège que vous avez! Nous vous invitons, avec Laurent, à saisir cette opportunité politique historique pour changer à la fois notre présent et notre avenir. Ne perdez pas cette opportunité dans chacune des mesures que vous prendrez, ni dans toutes les autres sortes de réparations, car il n'y a pas que la réparation symbolique, vous le savez très bien! Démontrez-nous, en tant qu'élus de la nation et en tant que citoyens, votre engagement viscéral pour le changement de notre société, pour le vivre ensemble, pour la préservation de la mémoire, qui est la nôtre, de la mémoire collective, mais surtout pour lutter contre l'impact négatif qu'a encore ce passé colonial lourd aujourd'hui en termes de discrimination, de racisme, de paternalisme. C'est votre rôle historique et nous serons là pour vous accompagner. Nous comptons sur vous et c'est cet engagement-là que nous attendons de votre part.

Je passe la parole à mon collègue Patrick Balemba, tout en vous remerciant pour votre écoute attentive.

Patrick Balemba Batumike: Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, votre démarche participative contribue à l'écriture de l'histoire. En effet, vos travaux vont créer un précédent, je dirais même plus, une encyclopédie décoloniale, qui servira de référence aux futures recherches.

Pour notre part, il ne s'agit pas de chercher les coupables ni d'enfermer les relations entre les peuples dans un huis clos de culpabilité ou de vindicte *at aeternam*. Il s'agit plutôt de prendre conscience de l'ampleur de notre responsabilité,

de votre responsabilité politique et historique sur le futur.

Tourner la lourde page du passé colonial ne revient-il pas à poser, dès aujourd'hui, de bonnes bases pour des relations solides, justes et équitables, respectueuses et amicales entre les citoyens et citoyennes de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Burundi et de la Belgique? Je souhaiterais prolonger les propositions de ma collègue Alejandra en ce qui concerne la réparation et je terminerai par quelques propositions concrètes pour arriver à cette réparation symbolique.

La justice classique nous l'avons vu, en écoutant les experts qui nous ont précédés, semble avoir montré ses limites face à la prétention de réparer les préjudices du passé colonial. Les effets préjudiciables de celui-ci sont non seulement imprescriptibles mais, par nature, irréparables. Bien qu'ils ne puissent aisément s'insérer dans le droit de la responsabilité civile, pour remédier à ces préjudices purement moraux, la voie de la réparation symbolique semble, si pas la seule voie possible, la voie indiquée pour résoudre ou remédier au passé colonial. Même la logique individualiste et de causalité du droit pénal général semble si peu adaptée à ce cas *sui generis* du passé colonial belge, si les méthodes classiques ne peuvent avoir la prétention de fixer avec exactitude la hauteur actuelle du dommage causé, il y a plus de 60 ans.

Vous avez ici la lourde charge de proposer des mesures qui impacteront la vie de chacun des citoyens de tous ces pays, dans la région des Grands Lacs et de la Belgique.

Comment pouvez-vous agir politiquement depuis la Belgique afin que la réparation symbolique puisse rayonner jusqu'au pays de la région des Grands Lacs? La Belgique peut œuvrer, par exemple, à influencer significativement le vivre ensemble, non seulement entre les citoyens belges mais aussi et surtout, vu son passé et ce lien avec l'Afrique centrale, entre le peuple de la région des Grands Lacs, car la Belgique est armée de sa grande connaissance de terrain et de son expertise riche en capital historique, et humaine, sur ces pays, et cela bien sûr, en bonne synergie avec les peuples de là-bas. Des conflits violents persistent encore aujourd'hui aux frontières du Rwanda et du Congo. Il y a aussi des réclamations et des revendications qui sont légitimes, dont celle de la diaspora afrodescendante présente en Belgique, issue de l'immigration en provenance de ces pays: Congo, Rwanda et Burundi.

Aujourd'hui, non seulement, il y a cette guerre à l'Est du Congo; il y a aussi la fermeture des frontières entre le Rwanda et le Burundi. Toutes ces violences, toutes ces répercussions, même l'absence de cohésion sociale régionale! La Belgique a sa part à jouer. La Belgique peut faire quelque chose. La Belgique peut offrir un cadre de facilitation notamment pour favoriser l'apaisement, la cohésion sociale et le retour à la paix dans ces régions.

Vous pouvez, monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, prendre des mesures visant à décourager la prédation des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs en imposant, par exemple, la traçabilité et la certification et en favorisant la consommation responsable des ressources naturelles depuis la Belgique. Comme vous le savez peut-être, un des éléments clefs du développement des pays producteurs repose sur l'attitude responsable ou non des entreprises qui s'approvisionnent en matières premières depuis cette zone, que ce soit le diamant, le coton, l'or, etc. Aujourd'hui, il serait absurde que tout le monde ait un téléphone portable, qu'il y ait des trottinettes et des voitures électriques qui circulent, lesquels utilisent les matières premières en provenance de l'Afrique centrale et d'autres pays pauvres, mais dont aucun effet ne se fait sentir dans la vie quotidienne de ces populations.

Cette commission parlementaire peut favoriser la prise de mesures qui renforceront les organisations de la société civile, comme l'a dit ma collègue, comme actrices de développement dans la région des Grands Lacs, tout en étant attentive à leurs priorités surtout en ce qui concerne les enjeux de paix, de réduction des inégalités, de la pauvreté, de la démocratie. Et la démocratie est suffisamment sérieuse pour les laisser aux seuls "leaders" africains.

Loin d'être du néocolonialisme, la solidarité internationale aussi reste un élément nécessaire, par exemple dans le domaine de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Il est également possible d'établir des programmes spécialisés dans les universités pour approfondir la recherche sur le passé colonial, promouvoir la collaboration scientifique avec l'Afrique centrale en offrant des bourses vers une explosion scientifique. Et aussi prendre des mesures visant à pérenniser la communication de ce savoir. Il y a grand besoin d'une médiation scientifique. Nous demanderons même de renforcer la publication, de proposer des temps d'antenne consacrés à ces matières. Aussi, nous devons souligner un aspect: ce domaine n'est pas uniquement réservé aux seuls experts

historiens, d'une part, ni uniquement aux activistes et militants de l'autre.

Enfin, la commission peut favoriser la réécriture, de manière concertée, de l'histoire, avec des professeurs, des chercheurs d'ici et d'ailleurs. Ne pas se limiter non plus à la recherche, mais aller aussi vers la publication, la diffusion et la vulgarisation de ces recherches. Je souligne aussi la part des médias dans la communication de ces recherches et afin que vos travaux puissent aussi être communiqués à toutes les couches de la population. Qu'est-ce qui réunira encore les Congolais, les Rwandais, les Burundais et les Belges dans une génération? Sur quel lien se baseront encore les relations fructueuses du futur?

Il convient, dès lors, monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, non seulement de mieux penser avec le passé mais aussi et surtout de mieux se connaître pour mieux s'aimer. Car mieux on se connaît, mieux on s'aime. Moins il y a de racisme, moins il y a de suspicion les uns envers les autres.

Je vous remercie.

Le président: Grand merci à vous, monsieur Balemba Batumike et à vous, madame Mejia Cardona.

Nous poursuivrons nos échanges après les introductions des orateurs.

Je donne à présent la parole à M. Laurent Kasindi, Global Program Quality Specialist at Search for Common Ground.

Laurent Kasindi: Monsieur le président, mesdames et messieurs de la Commission parlementaire spéciale sur le passé colonial, mon intervention sera essentiellement un témoignage. Donc, je vous prie d'accepter que je commence par une brève présentation.

Je m'appelle Laurent Kasindi. Je suis âgé de 43 ans. Je suis arrivé en Belgique il y a seulement 3 ans. Je suis donc arrivé l'année de mes 40 ans.

Avant d'arriver en Belgique, j'avais eu l'occasion d'entendre parler de la colonisation de notre pays par le vôtre à l'école secondaire et un peu à l'école primaire, mais pendant la même période, j'ai été éduqué par des prêtres jésuites, dont certains sont belges.

Par la suite, j'ai pu terminer mes études universitaires à la faculté de droit à l'Université de Bukavu, à l'Est du Congo, dans un contexte de

guerre, de conflit armé. Je crois que vous en savez sûrement quelque chose.

Ensuite, j'ai pu avoir une expérience dans le monde associatif pour commencer avant de travailler dans les ONG internationales. C'est le travail que j'effectue jusqu'à ce jour.

Dans mon parcours, je voudrais souligner trois expériences majeures qui ont sûrement la plus grande influence sur l'opinion que je vais exprimer aujourd'hui pour contribuer aux réflexions de votre commission.

Mon premier engagement dans l'associatif (à partir de 2003) était de coordonner des programmes de prévention et de réhabilitation des victimes de la torture au Sud-Kivu. En lien avec ce travail, j'ai pu collaborer avec le Fonds au profit des victimes (FPV) de la Cour pénale internationale (CPI) qui menait des réflexions avec nous les acteurs locaux pour savoir quelles mesures pouvaient être mises en place pour donner un semblant de réparations aux victimes des crimes, qui étaient jugés par la Cour pénale internationale à La Haye. Donc, nous avons pu procéder à des consultations en Ituri, dans le Nord-est du Congo, dans les deux Kivu, avec les communautés locales pour essayer de comprendre quel type de réparations collectives représenterait pour ces communautés un semblant de réhabilitation de réparations.

Par la suite, j'ai rejoint l'organisation pour laquelle je travaille aujourd'hui et qui a un bureau à Bruxelles: Search for Common Ground. Pendant 12 ans de travail dans toutes les provinces du Congo, nous avons œuvré à aider les communautés déchirées par différentes dynamiques de conflit, à dialoguer et à tenter de trouver une expérience de collaboration, après avoir expérimenté, pendant des années, la violence et la confrontation. Je pense que je suis fortement influencé par cette expérience de travail et je le dirai dans mes propositions.

Le troisième élément qui va fortement influencer mon témoignage, ce sont mes trois années passées ici en Belgique, parce que j'ai eu l'opportunité de découvrir la Belgique à l'âge adulte, après avoir passé 40 ans au Congo en ayant un regard un peu plus analytique que d'être tout simplement ébloui par le modernisme et la civilisation.

Par ailleurs, j'ai aussi pris l'engagement de poursuivre des études universitaires en sciences politiques. J'ai ainsi pu rencontrer les académiciens et fréquenter différentes générations d'étudiants. Ceci a contribué à recadrer certains

de mes a priori (que j'avais sur la Belgique et les Belges), tout en soulevant de nouvelles inquiétudes sur lesquelles j'aimerais revenir.

Je me garderai donc de revenir sur l'historicité de la colonisation, le rapport préliminaire de votre groupe d'experts étant bien fouillé, éloquent. J'y ai trouvé l'opportunité d'apprendre beaucoup sur le sujet.

Ma première réflexion porte sur la réhabilitation oui, mais de quelles victimes?

Monsieur le président, mesdames et messieurs de la commission parlementaire, le concept de réhabilitation des victimes, souvent évoqué dans le domaine de la lutte contre les traitements inhumains ou dégradants, fait généralement l'unanimité sur l'idée que son approche doit être globale. Elle doit, à cet effet, inclure la prise en charge des dommages causés sur le plan physique, sur le plan matériel, sur le plan mental et sur le plan socio-économique.

Malheureusement, la particularité des dommages causés par la colonisation, comme l'ont dit mes prédécesseurs, est que ceux-ci ont été ignorés assez longtemps pour que les porteurs des dommages physiques ne soient plus de ce monde pour réclamer ou obtenir une réparation médicale.

Le temps écoulé, lui-même constituant une forme d'injustice, ampute donc tout effort de réhabilitation, dont nous pouvons discuter aujourd'hui, d'une possible réparation physique. Il demeure des possibilités d'actions réparatrices sur nous les descendants des peuples colonisés, qui avons hérité des stigmates de la colonisation en naissant dans des sociétés sans repères culturels, dépouillées de ses valeurs ancestrales, maintenues à la traîne des autres peuples du monde pour cause d'inégalités entretenues et d'un manque de contrôle sur les destins de nos pays.

Les victimes d'aujourd'hui, comme le disaient Patrick et Alejandra, sont les descendants des victimes d'hier. Elles se comptent en millions au Congo, mais aussi dans la diaspora; elles portent la nationalité congolaise, mais aussi les nationalités belge, française, canadienne, anglaise, etc. Nous autres les descendants des peuples colonisés ne sommes pas nés depuis assez longtemps pour porter dans notre chair des marques physiques et directes de la colonisation, mais à l'intérieur, nous sommes profondément marqués par le sentiment d'infériorité nourri par l'expérience des inégalités, du dépouillement, des discriminations et de la pauvreté.

Pourquoi une réparation "symbolique"? J'ai aimé que mes prédécesseurs y reviennent. Plusieurs compatriotes congolais à qui j'ai annoncé cette opportunité rare d'être entendu par votre commission, en leur demandant de me faire part de leurs opinions ont, immédiatement, été révoltés, un tout petit peu découragé par le qualificatif "symbolique". Pour eux, symbolique signifierait limitatif, et de ce fait, mon intervention perdait tout son intérêt. Mais je n'étais pas d'accord avec eux.

Mais cette réaction m'a permis d'approfondir ma réflexion sur une question: et si cette réparation n'était pas que symbolique, quelle forme prendrait-elle pour être équitable? Et comme Patrick l'a dit, on n'en trouve pas! Parce que l'idée que les juristes se font de la réparation est que celle-ci doit permettre de recréer la situation dans laquelle se trouvait la victime antérieurement à la survenance du dommage. Mais est-il tout simplement envisageable de réparer les horreurs du passé colonial en remettant les choses dans leur état initial? Manifestement, non!

Il nous faut admettre dès le départ qu'à cause du temps écoulé, à cause des générations passées entre les auteurs et les victimes d'hier, à cause de la gravité des crimes commis pendant la colonisation, l'idée d'une "réparation" n'est absolument pas réaliste.

Alors comment réparer l'irréparable? J'ai cinq propositions concrètes que j'aimerais formuler, sûrement influencé par mon parcours. Le colonialisme d'hier a engendré le racisme d'aujourd'hui, il a défini le rapport entre dominant et dominé qui a survécu aux indépendances, créant des sociétés dépouillées de leur passé, de leur présent et de leur avenir, des sociétés dans lesquelles nous sommes nés.

Dans son livre *How to be an antiracist*, Ibrahim Kendi définit le racisme comme un mariage de politiques et d'idées racistes qui produit et normalise les inégalités raciales. Déconstruire les politiques, les normes sociales et les idées qui nourrissent les inégalités entre Belges et Congolais, telle est, pour moi, la plus grande réparation symbolique, la plus grande réhabilitation qui soit à la portée des gouvernants et du peuple belge aujourd'hui.

Concrètement, ma première proposition, c'est de restituer la connaissance. On parle beaucoup, ces derniers mois, de la restitution d'œuvres d'art héritées de la colonisation. Aussi louable et justifiée que soit l'initiative, elle ne comble pas, à mon avis, le besoin qui est le nôtre, nous les descendants des peuples colonisés, de

reconquérir la connaissance sur notre passé, mais également sur notre présent.

J'ai grandi en ayant le sentiment que nous autres Congolais en savions très peu sur notre pays, surtout comparé aux autres pays du monde et comparé à la Belgique. Qu'il s'agisse de notre histoire, de notre sociologie, de nos potentialités minières, de notre faune et de notre flore, de notre météo, nos pays anciennement colonisés n'ont plus jamais été en mesure de collecter les données, d'analyser, de faire de la recherche, de mettre à jour leurs connaissances sur eux-mêmes. Empêtrés dans les défis post coloniaux, étouffés par les ruses du néocolonialisme, ils étaient trop occupés à s'entre-déchirer pour comprendre leur environnement.

Les meilleurs centres de recherche, les meilleurs laboratoires, les plus grands experts sur les thématiques qui touchent au Congo devraient être au Congo et pas en Belgique. Dans une relation équitable, les chercheurs belges devraient venir séjourner dans des laboratoires modernes et des centres de recherche établis au Congo pour étudier des domaines médicaux, géologiques, géographiques, anthropologiques, historiques qui sont relatifs à notre pays. Si la Belgique pouvait investir en aidant le Congo à développer son propre secteur de recherche, à devenir un laboratoire du Congo au Congo, pour moi, ce serait un premier acte réparateur et de grande valeur.

La deuxième proposition, c'est d'harmoniser le narratif et les commémorations sur le passé colonial.

L'effort fourni par le musée de l'Afrique de Tervuren pour réviser le narratif colonial a été jugé insuffisant par certaines personnes avec lesquelles je me suis entretenu; mais pour moi, il demeure illustratif de ce que devrait être une harmonisation du discours sur la colonisation. Dans la construction des nouvelles relations entre Belges et Congolais, il est plus que souhaitable qu'un jeune Belge qui rencontre un jeune Congolais aient, tous deux, en tête les mêmes références sur l'histoire de la colonisation et définissent leur manière de vivre avec cela.

Je ne pense pas que la France et l'Allemagne aient décidé de développer des versions différentes de l'occupation pour ménager les jeunes Allemands et leur éviter le poids de la culpabilité, ce que j'ai parfois entendu en Belgique. Si l'histoire de la colonisation enseignée dans les écoles au Congo correspondait à celle enseignée en Belgique, les générations futures auraient la même base pour bâtir des relations plus saines entre jeunes

Congolais et jeunes Belges.

Dans mon papier, j'ai donné une référence à un échange que j'ai eu à cœur ouvert avec une collègue belge que j'ai rencontrée au Congo et avec laquelle j'ai travaillé pendant six ans avant que de revenir moi-même ici en Belgique travailler dans son pays. Notre entretien est évocateur de ce que ces différences de versions peuvent être dommageables.

Ma troisième proposition est de créer une génération belgo-congolaise plus égalitaire.

Lorsqu'en 1987, l'Europe a vu la nécessité d'encourager l'émergence d'une génération de jeunes plus conscients de leur citoyenneté européenne, il a mis en place le programme Erasmus. J'ai été agréablement surpris de constater que la salle dans laquelle nous nous rencontrons porte le même nom. Le programme Erasmus permettait la mobilité entre étudiants, professeurs et chercheurs, les échanges, la découverte réelle, au-delà des clichés, entre de jeunes Européens. Les résultats de ce programme ont montré justement qu'une génération de citoyens qui se regardent au-delà des clichés pouvait naître des échanges culturels. Je n'en ai pas beaucoup vu pendant mes 40 ans au Congo. Les Belges que j'ai vu arriver ne venaient pas pour des rencontres. Parfois, on leur disait, dès le départ, qu'ils venaient pour apporter des solutions. Mais apporter des solutions, venir en enseignant, venir toujours en maître peut perpétuer des clichés et ce sentiment d'inégalité.

Je pense que les échanges culturels, un programme Erasmus ajusté peut aussi profiter aux descendants de Congolais qui vivent en Belgique. Parce que j'ai pu noter leur mal-être, j'ai pu noter aussi ce sentiment de frustration qu'ils entretiennent depuis leur naissance sur le sol de votre pays. Je pense que cela est nourri par le fait que, eux-mêmes pensent qu'ils viennent, ils descendent d'une race inférieure ou d'un peuple inférieur. Ils ont aussi besoin de découvrir à quoi ressemble leur pays, le pays d'origine de leurs parents.

Ma quatrième proposition, c'est offrir la justice, mais pas celle du vainqueur. Même si je comprends l'importance accordée par certains de mes compatriotes à un dédommagement matériel, ma peur est que le processus actuel tel que vous le menez perpétue l'image d'une relation inégalitaire entre donneur et bénéficiaire, étant donné qu'un geste matériel interviendrait par la volonté souveraine de la Belgique, en l'absence d'une décision de justice ou tout au moins d'une

sentence arbitrale. Un paramètre procédural manque. Il serait souhaitable qu'il y ait des négociations égalitaires entre les représentants du Congo et ceux de la Belgique pour déboucher sur ce qui conviendrait d'offrir en termes de réparation. Cela nourrirait ce sentiment d'égalité.

Ma dernière proposition est la fin du paternalisme et le début du partenariat gagnant-gagnant. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, si je devais aujourd'hui fermer les yeux pour me réveiller dans 20 ans dans un Congo réhabilité des stigmates de la colonisation, j'apprécierais ne plus entendre que la Belgique a influencé le choix d'un leader politique au Congo ou son maintien, j'apprécierais d'entendre que les Belges jouissent au Congo des facilités aussi reconnues aux Congolais qui vivent en Belgique, j'apprécierais d'entendre que le contentieux belgo-congolais a finalement été examiné et qu'il n'a pas été étouffé sans que le Congo n'ait des moyens de pression. J'apprécierais d'entendre que nos relations diplomatiques sont caractérisées par le respect mutuel et la réciprocité et entendre que nos accords économiques sont gagnants pour le Congo et aussi pour la Belgique.

La réparation symbolique et la réhabilitation n'auraient de vrai sens que si des relations plus égalitaires entre la Belgique et le Congo étaient créées en réajustant courageusement les déséquilibres établis par les années d'exploitation coloniale et leurs conséquences.

Je vous remercie pour votre attention.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Kasindi. Votre présentation sera distribuée aux membres de cette commission.

Ten slotte wil ik het woord geven aan professor Hans De Wolf van de Vrije Universiteit Brussel en aan mevrouw Géraldine Tobe, kunstenaressen.

Hans De Wolf: Hartelijk dank, mijnheer de voorzitter en leden van de bijzondere commissie, om ons vannamiddag te ontvangen.

Ik stel voor over te schakelen naar het Frans, aangezien het de lingua franca is die ons met Afrika verbindt. Op die manier kan mijn zeer geëerde collega Géraldine Tobe ons ook eenvoudig begrijpen.

Je ne me sens pas du tout prédestiné pour apporter quelque sagesse à cette commission, car je ne suis pas du tout un expert de l'Afrique centrale ou du colonialisme. La raison pour laquelle Mme Géraldine Tobe et moi-même nous nous

trouvons ici est due à d'autres facteurs. Je suis professeur d'histoire de l'art à la VUB à Bruxelles. Depuis une douzaine d'années, je mène une initiative en diplomatie culturelle c'est-à-dire que nous voulons valoriser la Belgique et Bruxelles comme un monde de l'art absolument exemplaire et d'une prédominance très particulière. En Belgique, nous ne faisons pas suffisamment d'efforts pour valoriser cette énorme richesse que nous avons dans le monde de l'art et c'est la raison pour laquelle, avec le VUB, j'ai commencé cette initiative.

De quoi s'agit-il? Nous essayons de créer entre Bruxelles et une panoplie de villes dans le monde, des partenariats concrets et précis basés sur des expositions que nous faisons et qui deviennent des vecteurs pour la création de ponts durables entre Bruxelles et ces villes sur la base de l'échange en matière d'art contemporain.

Depuis ces douze années, nous avons réussi une vingtaine de projets, dont certains d'une très grande beauté. La grande qualité est que l'art, comme aucune autre activité humaine, permet des dialogues entre les cultures, les peuples et les histoires. C'est la base de ce qui a conduit à une collaboration qui a mené, il y deux ou trois ans, à la création d'une grande exposition à la VUB pour son cinquantenaire et qui s'appelait "Jérusalem". C'est là que j'ai découvert l'œuvre de Mme Géraldine Tobe. Nous avons fait connaissance et elle m'a demandé si je pouvais être disponible pour l'aider à mettre en place un projet qu'elle portait en elle depuis longtemps et qu'elle cherchait à faire aboutir concrètement.

Je vous propose d'écouter, à présent, Géraldine Tobe sur la genèse du projet.

Géraldine Tobe: Monsieur le président, je vous remercie.

Bonjour à tous. Je me présente. Mon nom est Géraldine Tobe. Je suis une artiste peintre. Je vis et travaille à Kinshasa. Pour commencer, je tiens à vous remercier pour cette invitation, parce que pour moi, c'est important de partager ce projet "Esprit des ancêtres" ensemble avec vous.

Le projet "Esprit des ancêtres" au début, c'était ma vie. Je suis une enfant qui a grandi dans une famille très chrétienne, très catholique. J'ai reçu une instruction très catholique. Et pour moi, l'idéal, c'était la spiritualité. Vu que j'étais dans une famille de fervents chrétiens, j'avais fait le choix de devenir une religieuse.

Pendant ma vie au couvent, j'étais très spirituelle,

car pour moi, la spiritualité revêtait une très grande importance dans ma vie et, par ailleurs, j'avais subi l'éducation de mes parents, très chrétiens.

Dans ma famille, notre grand-mère était une femme kasaïenne, une Lulua (?), elle venait du Kasaï et elle pratiquait des rites ancestraux. En tant que bons chrétiens, il faut renoncer à tout ce qui est ancestralité. Aussi m'a-t-on toujours interdit de m'approcher de cette grand-mère, parce que pour ses enfants, leur maman était une sorcière, parce qu'elle s'adonnait à des rites ancestraux, parce qu'elle voulait bien partager cette spiritualité de ses ancêtres avec ses enfants et qu'elle était mal comprise.

Comme enfant et très fascinée par cette spiritualité, il me semblait important de prêter une oreille à cette vieille dame qui ne cessait de parler de cette spiritualité de nos ancêtres. En effet, elle me disait que "cette spiritualité, c'est notre identité". En même temps, ma grand-mère était très, très spirituelle. Elle faisait des rites dans la famille. Il m'est arrivé à deux ou trois reprises d'arriver à voir des personnes, des membres de ma famille que je n'ai jamais vus en vrai, à travers les rites ancestraux que ma grand-mère faisait.

Cela a suscité cette envie d'en savoir un peu plus sur cette spiritualité. C'est ainsi que ma grand-mère s'est ouverte à moi pour m'expliquer que "cette spiritualité, c'est notre identité". Parce que pour elle, il importe que cette spiritualité soit transmise de génération en génération. Donc, que la spiritualité soit comme une mère qui parle à ses enfants, comme une sorte d'initiation, mais seulement, elle regrettait de voir que ses enfants renonçaient à toute forme d'identité spirituelle.

N'étant qu'une enfant, j'étais au couvent, j'étais très jeune, j'ai commencé à m'interroger sur cette spiritualité chrétienne que j'avais embrassée de puis très longtemps.

Ma grand-mère m'indiquait que, dans la spiritualité ancestrale, nous avons aussi les saints. Nos saints existent. Pour moi, pour l'enfant que j'étais, quand on parle de saint, j'avais plus une image de mettre tous les saints ensemble, au moment où, à l'église, je ne voyais que des saints européens. Je n'ai jamais vu de saints noirs. J'ai commencé à m'interroger sur cette forme de spiritualité en me demandant si cette spiritualité avait des partis pris et pourquoi il n'y avait que des saints européens et pas de saints africains.

Cela m'a fortement secouée. Lentement, je me suis retirée au couvent, pour une simple raison, parce que pour moi, il était très important de

pouvoir me reconnecter avec la spiritualité de mes ancêtres. J'ai commencé à faire ce travail personnel, j'ai commencé cette quête personnelle, parce que je devais moi-même me réconcilier avec cette spiritualité à laquelle j'avais renoncé. Pour moi, c'était important.

Comme j'étais une artiste, je parlais davantage avec ma grand-mère de l'aspect artistique. Celle-ci m'expliquait que l'art dans la société ancestrale était au service de la société. Cet art aidait la société à comprendre, à enseigner à éduquer et pour elle, il était important que sa petite-fille, artiste, se reconnecte avec cette spiritualité et prenne ce chemin de la quête personnelle, car elle savait que c'était pour moi très important.

J'ai commencé à écrire ces projets sur les ancêtres, j'ai remis ensemble pas mal de morceaux de puzzle, mais certaines pièces manquaient. Quand je suis arrivée en 2018 au musée de Leipzig, j'avais accès à la réserve. Cela a déclenché quelque chose de très positif en moi. J'ai continué à écrire ce projet jusqu'à ce que j'arrive au Musée de Tervuren en 2019, où j'ai fait une résidence de deux mois. Cette résidence portait sur la spiritualité de mes ancêtres. Je voulais travailler avec le patrimoine dans la réserve.

Pourquoi? Car poser cet acte était une façon pour moi de me reconnecter avec cette spiritualité et en même temps, j'en avais besoin pour m'inspirer du savoir-faire de mes ancêtres. C'est ainsi que j'ai commencé ma résidence au Musée de Tervuren. Mais pendant ma résidence, je ne cessais d'écouter cette voix qui parlait en moi sur la question de l'identité spirituelle de mes ancêtres. Il n'y a pas que moi que cela touchait au cœur mais un large panel de jeunes artistes. C'est ainsi que j'ai pris l'initiative d'élargir le projet parce que tout au début, je parlais en utilisant le "je", mais maintenant, le projet est devenu collectif et ce ne sera plus Géraldine qui parlera mais plutôt "nous", la nouvelle génération d'artistes. Nous allons parler pour travailler sur cette spiritualité.

Tout en étant consciente que je suis une artiste, je ne suis pas professeur d'histoire de l'art, j'ai pensé au professeur Hans De Wolf. Je l'ai invité, je lui ai expliqué le projet, je lui ai montré l'importance de ce projet "Esprit des ancêtres", et je lui ai demandé s'il voulait bien mettre la main à la pâte afin que nous puissions travailler ensemble et mener à bien le projet. Le professeur a accepté, et nous travaillons ensemble sur ce projet depuis deux ans et demi.

Hans De Wolf: Monsieur le président, chers membres de la commission, vous comprenez sans

doute que je n'ai eu aucune raison de refuser cette invitation. Effectivement, depuis un an et demi, nous travaillons intensivement sur la réalisation de ce projet. Ceci dit, pour moi, le projet reste intégralement africain. Le noyau, l'essentiel de ce projet nous vient de l'Afrique, et le projet est mené par une jeune artiste talentueuse. Je ne vois ma contribution que comme une mise en place, une réalisation de ce qui est apporté de l'Afrique en Europe. Bien sûr, j'ai de l'expérience car cela fait trente ans que j'organise des expositions. Selon moi, ma tâche consiste à accompagner la réalisation de ce formidable projet.

Quand on a commencé à travailler ensemble, j'ai tout d'abord invité tous les artistes à se concentrer sur leur passé, sur cette Afrique ancestrale que, personnellement, je ne connais pas. Je leur ai demandé de ne travailler qu'avec des originaux, car je pense que c'est essentiel. La spiritualité n'est pas une chose avec laquelle on a le droit de jouer. L'intégralité de la spiritualité est dans les œuvres mêmes, c'est inévitable.

J'ai ensuite proposé aux artistes un autre choix. Je les ai tous invités à "adopter" les œuvres de plusieurs collections en Europe. Le mot "adopter" est essentiel pour nous ici, car il mène la discussion de l'aspect purement physique de l'œuvre ethnographique vers un aspect beaucoup plus spirituel, humain ou relationnel.

C'est un peu comme une famille qui adopte un enfant. Adopter un enfant ne se fait pas à la légère, cela passe par des réflexions, par des discussions et des aménagements de la maison. Il faut préparer tous les membres de la famille à cette idée qu'une personne extérieure va s'ajouter à la famille. Cela devient donc quelque chose de mental. C'est ce que j'ai demandé aux artistes de réaliser. Ensuite, les douze artistes qui constituent ce projet, qui tous vivent et travaillent en Afrique – pas forcément en RDC, sept pays africains sont impliqués dans le projet – ont, tous, effectué cette tâche d'une façon différente.

Je le répète, je ne suis pas du tout expert de l'Afrique, je fais de la diplomatie culturelle, mais je suis quand même un expert de l'art contemporain et, à ce titre, je peux dire que j'ai été énormément frappé par la qualité de cette proposition et de ces douze artistes, en commençant par Géraldine Tobe. Cela m'a énormément motivé à continuer à accompagner l'accouchement de ce projet à Kinshasa. En effet, la destination n'est pas Bruxelles mais Kinshasa, c'est à Kinshasa qu'il y a un énorme besoin d'identification des jeunes de la génération de Géraldine, avec ce qui fait l'ADN de leur identité.

Le gros problème, comme nous le savons tous – c'est une estimation du directeur du musée du quai Branly –, c'est effectivement que 90 % du patrimoine africain ne se trouvent plus en Afrique. C'est pour cette raison qu'il est tellement essentiel de créer des moyens, des possibilités et de nouvelles idées pour donner à ces jeunes gens talentueux l'accès aux éléments qui constituent leur ADN et, partant, leur identité.

Le processus de création de cette exposition "Esprit des ancêtres" a été laborieux. Il y a eu le coronavirus, bien sûr, mais le coronavirus nous a autant aidés que desservis. Il nous a notamment permis d'approfondir considérablement le projet. Mais à partir du moment où nous avons eu l'occasion de voyager à Kinshasa pour mesurer la situation sur place, nous nous sommes rendu compte que l'exposition, telle que nous l'avions conçue dans un premier temps, était quand même une boîte européenne contenant une idée africaine.

La situation à Kinshasa est compliquée, il n'y a pas vraiment d'espace muséal, pas vraiment d'idée de l'exposition comme activité sociale. Donc, nous avons dû plusieurs fois revoir notre copie par rapport à la réalité sur place. C'est pour cela que, dans la dernière variation du projet, nous avons décidé de changer complètement de stratégie. Faire une exposition avec douze artistes, c'est faisable de même que trouver l'argent. La réaliser à Kinshasa est très compliqué, mais faisable. Le problème, c'est que, quand on réalise un tel projet à Kinshasa, on a 200 personnes au vernissage, dont la moitié sont des expatriés, et puis c'est tout. Il n'y aura plus personne, parce que ce n'est pas la coutume, il n'y a pas le contexte culturel. Et cela, c'est tragique. C'est l'absence de ce contexte culturel qui est tragique: les Congolaises et les Congolais n'ont pas accès à l'ADN de leur propre culture.

On a décidé d'élargir complètement le projet. Nous avons maintenant commencé une alliance avec une douzaine d'institutions ethnographiques en Europe. Nous avons d'abord créé les douze installations des douze artistes qui font partie d'"Esprit des ancêtres" dans une de ces douze institutions ethnographiques européennes. Et quand nous aurons réalisé ces douze éléments qui feront partie de l'exposition, nous allons tous ensemble, avec sept ou huit pays européens, leurs institutions culturelles, leur ambassade à Kinshasa, réaliser "Esprit des ancêtres", car le but final de tout ce projet est de donner aux Africains, aux Congolais, l'idée de la fierté de leur identité, de la fierté de leur culture. Car on la leur a volée. Toute

leur culture se trouve dans tous les grands musées ethnographiques en Europe. Et nous l'adorons. Nous savons estimer les qualités esthétiques de cette culture. Mais, eux, ils n'y ont pas accès.

Je voudrais parler d'une dernière initiative que nous allons mener. Nous parlons effectivement de restitution. C'est une idée qui est discutée également avec notre amie Bénédicte Savoy, avec qui nous échangeons régulièrement. Je pense que, dans cette phase, c'est aussi important de créer des opportunités pour que des étudiants congolais puissent venir étudier leur culture ici, à Tervuren. Il faut vraiment un changement de mentalité de base. Ce musée, cette collection doit ouvrir ses portes pour que des étudiants et étudiantes congolais, désireux de connaître leur culture, puissent y avoir un accès illimité. Nous sommes en train de formaliser une proposition dans ce sens-là. Je ne crois pas avoir le temps de la détailler ici, mais je crois qu'il ne faut pas uniquement réfléchir à faire bouger les artefacts congolais et africains vers leur pays d'origine. C'est bien sûr un but à long terme, auquel il faut parvenir, mais je pense qu'en premier lieu, il est important d'agrandir la connaissance sur place. Nous sommes en train de formuler un projet en ce sens.

Je suis historien de l'art, j'ai l'habitude de dire à mes étudiants que je ne veux pas parler des œuvres que je ne peux pas voir. Et c'est dans ce sens-là que je pense qu'il est nécessaire de partager avec vous quelques images de l'art de Géraldine Tobé. Je dois avouer que, dès la première fois que j'ai vu ses œuvres, j'ai été frappé par la qualité de celles-ci, mais aussi parce qu'il est très particulier pour un historien de l'art de découvrir une artiste qui, non seulement, est excellente dans l'application de son art, mais qui a aussi développé sa propre méthodologie. C'est très particulier, c'est très rare. Géraldine Tobé est une artiste exemplaire qui a trouvé sa propre voie d'expression, qui est très profondément liée à l'ADN africain. Son art est très profondément lié à la personne de sa grand-mère, à cette spiritualité ancestrale. Cela se retrouve dans ses œuvres et c'est pour cela que nous voudrions vous montrer un *PowerPoint* donnant un petit aperçu de l'œuvre de Géraldine Tobé.

(Projection d'un PowerPoint)

Le *PowerPoint* s'appelle The Lever House pour une raison très simple: nous sommes en train de réaliser une rétrospective de l'œuvre de Géraldine Tobé dans The Lever House, qui est un ancien comptoir colonial que vous connaissez bien, en face de la colonne du Congrès. L'ouverture aura lieu le 16 novembre prochain.

Nous vous y invitons cordialement. Voilà l'intérieur de ce bâtiment, qui est aujourd'hui une école d'ingénieurs!

Je préférerais que Géraldine fasse des commentaires.

Géraldine Tobe: Ce que je peux ajouter, c'est que, comme Hans vient de le dire, je suis une jeune artiste qui travaille à Kinshasa, au Congo. Pour moi, le plus grand travail, que je ne cesse de faire, c'est de travailler sur moi-même. Hans a fait pas mal de tourisme à Kinshasa. Il sait combien c'est difficile, mais c'est aussi une source d'inspiration pour nous, les jeunes artistes. Je suis très contente d'avoir cette exposition dans ce beau bâtiment, mais en même temps je ne cesse de partager avec Hans, car pour moi, c'est important, hormis de faire des expositions en Europe, que notre travail artistique puisse contribuer à l'intellect de notre population.

Nous faisons des expos, oui, c'est bien! Mais comment est-ce que notre population va arriver à s'identifier dans cet art que nous faisons? C'est la raison pour laquelle, avec Hans, nous avons réfléchi à créer ce club des ancêtres, qui sera comme une école d'initiation, d'échanges. Nous, les jeunes d'aujourd'hui, ne sommes pas éduqués en ce qui concerne la culture. Avoir ce genre d'initiatives, des écoles, des initiations, c'est très important pour tout. Moi, j'ai eu la chance de la transmission des connaissances auprès de ma grand-mère. Mais tous les artistes n'ont pas cette chance. C'est pour cela que nous devons réfléchir pour que la génération que nous sommes et celle qui viendra après nous soient informées, puissent bénéficier de cette connaissance. C'est de cette manière que ce travail d'art arrivera à toucher les différentes couches sociales. Voilà ce que je peux ajouter comme commentaire!

Hans De Wolf: Vous pouvez continuer en montrant quelques œuvres de Géraldine. C'est une technique particulière parce que c'est peint avec de la fumée. Les tableaux sont suspendus au plafond et après, elle a une méthodologie très particulière pour, avec des chablons et une lampe à pétrole, telle que les grands-mères en utilisent sur les marchés en Afrique, peindre avec la fumée.

C'est vraiment profondément inspiré par cet esprit. Là, vous voyez, ce sont des œuvres qui sont nées pendant cette retraite au musée de Tervuren. Vous voyez que, dans son imaginaire, elle a intégré des coupures, des œuvres ethnographiques de la collection de Tervuren.

C'est une œuvre que Géraldine a réalisée pour la

grande Biennale de Jinan en Chine, l'année passée, dont j'étais l'un des curateurs. Je ne crois pas que le temps nous permette de discuter en profondeur de toutes ses œuvres.

Voilà une œuvre assez récente que nous avons montrée à l'ambassade belge à Kinshasa, où Géraldine se trouve en ce moment, lors de la visite officielle du secrétaire d'État Thomas Dermine et de la ministre Meryame Kitir.

Comme cela, vous voyez à quel point l'œuvre de Géraldine Tobé est tout à fait particulière et pleine d'originalité.

Merci beaucoup, monsieur le président. Excusez-moi si nous avons débordé sur le temps imparti..

Le président: Merci beaucoup à vous professeur De Wolf et Mme Tobe, pour vos interventions, remarques, témoignages. Félicitations Mme Tobe pour vos œuvres d'art, nous comprenons l'enthousiasme du professeur!

Ik geef nu graag het woord aan de parlementsleden in de zaal, voor hun interventie.

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Monsieur le président, mesdames, messieurs, je vous remercie toutes et tous pour avoir présenté avec enthousiasme des propositions et des recommandations très intéressantes.

Je vais essayer de poser mes questions par orateur, selon leurs interventions respectives mais, comme toujours, certaines questions se superposeront.

Ce qui est intéressant dans l'intitulé "Commission Justice & Paix", c'est, comme vous l'avez dit, qu'il n'y a pas de paix sans justice. C'est l'un et l'autre, et non l'un ou l'autre. Il y a donc une question que nous devons intégrer dans cette commission, c'est celle des responsabilités. Il faut nommer clairement la responsabilité, je pense qu'on l'a tous bien noté et j'espère que c'est clair pour tout le monde. On ne peut pas passer aux réparations symboliques et dire "Voilà, c'est réglé!", tant qu'on n'a pas pointé les responsabilités.

D'ailleurs, monsieur Kasindi, vous l'avez précisé, vos compatriotes se demandent pourquoi il est question uniquement de réparations symboliques. Je vous rassure, notre commission se penche sur différents types de réparation, dont les réparations symboliques. Nous parlons également de compensations financières, de restitution, de non-répétition, en bref toute une série de réparations possibles. Rassurez-vous, nous en parlons!

Madame Mejia Cardona, vous avez raison quand vous dites qu'on a besoin de sortir du petit cercle de la Chambre et des cénacles. Or, la vraie difficulté depuis que notre commission a entamé ses travaux, c'est l'intérêt récurrent de la presse pour un fait donné, généralement lorsqu'il y a un "clash" entre nous, ce qui n'est pas très fréquent. Dès lors, j'aimerais vous demander comment sortir du cénacle. Que conseillez-vous à cet égard? Vous avez fait une série de propositions, vous avez parlé de séances d'écoute, d'aller dans les écoles, de recueillir les témoignages de personnes qui ont vécu la colonisation, etc.

Les personnes qui ont vécu la colonisation étant de moins en moins nombreuses, je pense qu'il y a là un véritable enjeu. Quelles solutions envisagez-vous pour garder ces témoignages-là? Faut-il les enregistrer? Faut-il financer ce genre de projets et enregistrer les témoignages de personnes qui ont vécu la colonisation et toutes les horreurs entourant la période coloniale?

Vous avez également souligné qu'on devrait soutenir la société civile, qui est en réalité à l'origine de cette commission. Sans la mobilisation de la société civile, nous ne serions pas là aujourd'hui. De quelle manière devrions-nous la soutenir?

Je trouve que la société avance déjà très vite grâce à la société civile, et j'ai parfois l'impression que notre commission court un peu derrière. C'est un bon signe, mais j'aurais voulu savoir comment vous voyez la chose.

Je note la question de la reconnaissance du vécu des porteurs de mémoire, qui est très importante, vous avez tout à fait raison, ainsi que l'importance du temps. Notre commission est limitée dans le temps, mais l'important n'est pas tant la commission proprement dite que ce que nous allons faire après. Comment prolonger le travail de la commission une fois que nous aurons voté les recommandations et les conclusions? Quel est votre avis sur la question?

Monsieur Balemba, je dois dire que vous mettez une grosse pression sur cette commission. L'encyclopédie de la décolonisation, c'est bien, vous avez raison, il s'agit d'un processus historique que nous vivons ici. Je pense qu'il est intéressant de rappeler l'importance de cette commission et que nous sommes ici dans un processus inédit qui, je l'espère, pourra être répercuté dans d'autres pays. Il y a là un enjeu non négligeable. Je note également, comme vous dites, qu'il n'est pas question de tourner en rond dans la culpabilité

mais bien d'assumer des responsabilités, pour pouvoir ensuite construire un avenir. J'ai bien aimé l'expression que vous avez utilisée, "Panser le passé", et j'y rajouterai "pour penser le futur", ce qui pourrait d'ailleurs être l'intitulé de notre commission.

Vous avez dit que la Belgique devait intervenir dans ce qui se passe actuellement dans la région des Grands Lacs. J'éprouve une certaine difficulté à cet égard, parce que nous sommes effectivement déjà intervenus à de nombreuses reprises dans cette région par le passé, et parfois même un peu trop récemment. Comment intervenir sans réitérer la colonisation, ou du moins le geste colonial, alors que nous n'avons rien à faire là-bas? Autrement dit, comment éviter un risque d'ingérence du genre France-Afrique?

Vous avez parlé également de coopération au développement et de la manière dont nous assurons cette coopération. Ici, je m'interroge sur le besoin de décoloniser notre approche sur la coopération au développement. Selon vous, cette décolonisation est-elle nécessaire actuellement? Quelle serait, selon vous, la voie à suivre pour une coopération décolonisée?

Comme je l'ai déjà précisé, je suis d'accord avec vous lorsque vous dites que notre travail ne doit pas être réservé aux historiens et aux activistes.

Vous avez évoqué la question de la réécriture de l'histoire. C'est une question qui crispe généralement lorsqu'on dit "on ne va tout de même pas réécrire l'histoire?". Selon moi, la question n'est pas de réécrire l'histoire mais d'avoir une histoire commune, et donc de compléter l'histoire avec celle des personnes colonisées, de ceux qui ont perdu face aux colons de l'époque. Il est primordial d'avoir une vision concertée, non pas pour effacer mais pour rendre justice à la vérité. Je pense qu'il est important d'avoir une réflexion à ce sujet.

Monsieur Kasindi, au début de votre témoignage, vous avez dit que vous aviez appris la colonisation à l'école, au Congo. Je ne m'étais jamais posé la question, mais comment la colonisation est-elle enseignée au Congo aujourd'hui? Je suppose que vous n'avez pas de réponse pour ce qui concerne le Burundi ou le Rwanda, mais comment cela se passe-t-il au Congo? Qu'enseigne-t-on aux enfants congolais?

Lorsque vous avez évoqué la réhabilitation, vous avez parlé de prise en charge et des dommages causés sur les plans physique, matériel, mental et socio-économique. Comme nous l'avons souligné,

il y a de moins en moins de personnes concernées par la prise en charge des dommages physiques et matériels. Néanmoins, il existe effectivement des héritiers qui, eux, ont peut-être hérité des questions psychologiques et mentales de leurs parents. Est-ce quelque chose que vous confirmez? Comment réhabiliter psychologiquement les individus dans la pratique? Par le biais de séances de psychothérapie ou autres?

Je suis d'accord avec vous sur le fait que la lutte contre le racisme doit être la première des réparations. À ce sujet, je dois avouer que je suis parfois inquiet, car ce n'est pas toujours le sens que prend notre pays, en particulier dans certaines régions, où c'est plus compliqué, ou lorsqu'on voit que même certains membres de notre Parlement sont aujourd'hui inculpés pour écrits à propos racistes, ce qui est extrêmement inquiétant. Enfin, je note votre recommandation sur les échanges de type Erasmus entre la Belgique et le Congo, car je trouve extrêmement intéressant de rapatrier les connaissances congolaises au Congo, afin de favoriser les échanges culturels.

Je m'adresse maintenant au Pr De Wolf et à Mme Tobe. Madame Tobe, avant notre commission, j'ai tapé votre nom dans Google afin de voir vos œuvres, car je ne vous connaissais pas. Outre les œuvres qu'on a vues ici, je dois dire que je suis soufflé par la beauté du travail que vous avez réalisé. C'est un travail qui est à la fois beau et intéressant.

En outre, vous avez parlé assez longtemps de votre spiritualité, et c'est un aspect intéressant. Vous avez dit avoir grandi dans un milieu très catholique. Sans vouloir entrer dans votre intimité, je me pose la question de savoir comment on vit le catholicisme quand on sait que c'est quelque chose qui a été entièrement greffé à la société. Sans la colonisation, il n'y aurait pas eu de catholicisme. Il en va de même de la langue française, soit dit en passant.

Comment peut-on vivre cela intérieurement? J'ai du mal à concevoir comment on peut gérer à la fois la spiritualité des ancêtres et quelque chose qui a été complètement greffé à notre société. C'est peut-être compliqué, et certains font du syncrétisme. Je me souviens, lorsque j'habitais au Bénin – même si ce n'est pas la même région ou le même contexte – on disait toujours qu'au Bénin, il y avait 50 % de musulmans, 50 % de catholiques et 100 % d'animistes. Et effectivement, je me rappelle avoir vu un prêtre béninois faire des rites vaudou après la messe. C'est un peu surprenant, et j'aurais voulu savoir comment on peut gérer cela. Par ailleurs, est-il nécessaire de réhabiliter les

religions précoloniales, à tout le moins la culture précoloniale? On ne peut pas la ressusciter purement et simplement car elle a été étouffée, modifiée, écrasée.

J'entends également ce que disait le Pr. De Wolf sur la question de la difficulté de donner aux Congolais accès à la culture. Ici, on parle du Congo, mais je suppose qu'il en va de même au Rwanda et au Burundi. On a privé les Congolais de cet accès à la culture, mais aussi de l'habitude de la culture. J'ai donc l'impression que vous êtes confrontés au même problème que nous: nous, nous devons sortir du Parlement, et vous, vous devez sortir des galeries, en fait. Comment cela peut-il se faire, et comment pouvons-nous travailler ensemble? Je pense effectivement que l'art et la culture sont vraiment indispensables. Si nous voulons transcender notre passé colonial, nous devons passer par l'art et la culture. L'un des rôles de notre commission sera donc de traduire les recommandations au travers de l'art et la culture.

Je note également ce que disait le Pr De Wolf sur la confiscation de la culture congolaise qui se trouve aujourd'hui dans nos musées. On parle effectivement de restitution d'œuvres d'art, mais je pense qu'il existe d'autres moyens de rendre aux Congolais, aux Rwandais et aux Burundais l'accès à leur culture, à leur histoire et à leur passé.

Je pense que cela fera partie de nos recommandations, afin de favoriser cet accès aux personnes et les échanges entre les personnes désireuses de visiter le musée.

Telles étaient mes réflexions. Quelques questions étaient peut-être quelque peu ennuyeuses pour nos invités, mais c'était l'objectif.

Le président: Merci, monsieur Defossé.

Ik geef het woord aan de heer Ravyts, die spreekt namens de Vlaams Belangfractie.

Kurt Ravyts (VB): Dank u voor de interessante uiteenzettingen.

De benadering van dit onderwerp van mevrouw Meija Cardona en de heer Balemba Batumike verschilt van die van de heer Kasindi. Ik kom straks nog terug op de uiteenzetting van mevrouw Tobe. Mevrouw Meija Cardona en de heer Balemba Batumike legden nuances in hun discours. Dat is hier vaak anders geweest. Mijns inziens is de genuanceerde benadering de juiste.

Ik zal eerder kanttekeningen plaatsen bij de uiteenzettingen van de eerste drie sprekers, dan

vragen stellen. Mijn fractie blijft zich verzetten tegen die zogenaamde hedendaagse mentale erfenis van ons koloniale verleden, waarbij men zwarte mensen per definitie inferieur zou vinden. Toen ik aan de universiteit zat, waren er ook al zwarte studenten. Mijnheer Kasindi heeft ook aan de universiteit gestudeerd en ik denk niet dat hij achtergesteld is. Wanneer ik in Brussel rondloop, een bijzonder multiculturele en multi-etnische stad met meer dan 170 nationaliteiten, merk ik bij jonge zwarte mensen niet die grote frustratie op. De heer Defossé merkt dat blijkbaar wel op, maar volgens mij strookt zijn visie niet met de werkelijkheid. Ik denk dat zwarte mensen dezelfde kansen krijgen als eender wie.

Die insteek van de mentale erfenis is volgens mij niet de juiste manier om tot een verzoening en herstel te komen. Ik ben het wel volledig eens met de waarheidsvinding. Het feit dat de geschiedenis niet herschreven moet worden, vind ik een gevaarlijke stelling. Wellicht bedoelt u het echter niet zo. Het verleden moet worden onderzocht en er moet aan waarheidsvinding over het koloniale verleden van deze Staat worden gedaan. We hebben dat ook gedaan en dat wordt gelukkig nog verder verfijnd. Ik hoop eveneens dat we daarover in onze aanbevelingen een consensus bereiken. Er zijn immers nog andere stappen te zetten.

Ik ga ook akkoord dat we verder moeten gaan dan symbolisch herstel. Dat symbolische herstel is bijvoorbeeld wat de Koning tijdens zijn laatste bezoek nogmaals heeft uitgesproken, maar er moeten ook concrete zaken op het terrein gebeuren. Ik denk, mijnheer de voorzitter, dat daarrond eveneens aanbevelingen zullen worden geformuleerd.

We zullen natuurlijk politiek discussiëren over wat we met concreet herstel bedoelen. Voor ons is financieel herstel onbespreekbaar om diverse redenen en dat standpunt wordt door nog andere leden gedeeld. Ik denk echter hoe dan ook dat uw bijdrage blijk geeft van een zeker nuance.

In het maatschappelijke debat rond onder andere racisme en stereotypering komen we vaak terecht in wat ik 'taalinflatie' noem. Ik ga hiermee over naar mevrouw Tobe. Op de eerste pagina van de bundel zie ik een kunstwerk dat ze zelf heeft gecreëerd van – ik vermoed – een trotse zwarte krijger.

(...): (...)

Kurt Ravyts (VB): Ah, maar het is niet van haar? Mijn excuses.

De **voorzitter:** Nee, dat is inderdaad niet het geval.

Ik zie echter dat professor De Wolf een korte toelichting wil geven.

Hans De Wolf: Dit zijn een paar beelden die te maken hebben met de context waarin de tentoonstelling van mevrouw Tobé zal plaatsvinden. Dit is het Lever House Brussel. En dit is het Lever House zoals het vandaag bestaat. Het is nu een school voor ingenieurs.

Hier zie je de inkomhal van het Lever House. Dat was een bedrijf van een ondernemer uit Liverpool, die massaal palmolie liet overkomen uit Congo naar Europa om er zeeproducten mee te ontwikkelen. Vandaar dat de hoofdzetel in Brussel was.

Dit is context. Dit heeft niets met de kunstenares te maken.

Kurt Ravyts (VB): Allemaal gebouwen met enig koloniaal erfgoed. Maar goed, zelfs als wij dit beeld bekijken... Wij hebben hier al uiteenzettingen gehoord dat het eigenlijk om stereotypering gaat, en maatschappelijk niet meer veroorloofd. Ik denk aan de "zaal van de verkeerde beelden" in het AfricaMuseum in Tervuren. Daar staat een krijger afgebeeld die, met het mes in de hand, een andere Afrikaan aan het vermoorden is, of hem agressief bejegt. Wel, ik zie daar eerder een trotse, assertieve, zwarte man in. Ik meen dat dit eigenlijk de juiste benadering is. Ik zie ook dat er in de sport, en niet alleen in voetbal maar in vele sporttakken, heel veel respect is, en dat daar ook heel veel kansen zijn voor zwarte medemensen die door hun fysieke kwaliteiten succes boeken. Er zijn nu eenmaal, en dat is wetenschappelijk bewezen, andere fysieke kenmerken, spiermassa en dergelijke, geschikt voor sprint en dergelijke. Dat is een realiteit. Die diversiteit is een realiteit in deze wereld. Gelukkig dat die er is. Ik meen dat dit de juiste mentaliteit is: een zekere assertiviteit, trots zijn op zijn wortels. Dat blijkt ook uit het project van de Vrije Universiteit Brussel, Kanal-Centre Pompidou, en de werken van mevrouw Tobé. De spiritualiteit van de voorouders... Historisch was de kolonisatie ongetwijfeld ook een vorm van mentale kolonisering.

Maar dat geldt niet alleen voor het Afrikaanse continent. Ik denk dat we dat een beetje breder moeten bekijken. Op het Noord-Amerikaanse continent werd de autochtone bevolking op dat vlak toch ook niet zo stichtelijk behandeld. Dat geldt eveneens in de Zuid-Amerikaanse context. Dat is iets wat in Azië misschien minder het geval is geweest, maar wat zeker heeft gespeeld in Afrika en in Noord- en Zuid-Amerika. Het is goed dat dergelijke projecten bestaan en dat men mensen

voor een stuk probeert te laten aansluiten bij de spiritualiteit van hun voorouders, zodat zij effectief een geschiedenis hebben. Het zou schandalig zijn als ik hier als nationalist iets anders zou beweren.

Dit waren enkele kanttekeningen. Het was een boeiende namiddag. Dank u wel.

Jan Briers (cd&v): Mijnheer de voorzitter, ik dank alle sprekers.

Het was opnieuw – ik zeg opnieuw, de voorbije weken is het al heel boeiend geweest – een heel interessante en constructieve sessie. Mijnheer de voorzitter, ik zal niet herhalen wat ik tijdens de vorige zitting uitgebreid heb toegelicht. Wij zijn hier immers eerst en vooral om vragen te stellen en te luisteren naar ons gezelschap.

Mijnheer Batumike, mevrouw Cardona, ik zou jullie willen vragen waar uw prioritaire werking ligt. Is dat in Brussel of in de Afrikaanse landen? Een vraag die wij ons constant stellen, is hoe de commissie aan de uitdagingen waar de Congolese, Rwandese en Burundese bevolking voor staat tegemoet kan komen? U bent daar deels op ingegaan, maar misschien kunt u nog wat meer verduidelijking brengen ter zake.

Mevrouw Cardona, u stelt ook dat alle Belgen en alle inwoners van Rwanda, Burundi en Congo zich hier uiteindelijk bij betrokken moeten voelen. Ik ben daar ook van overtuigd. U hebt het over een *programme de réparation* dat moet worden geactiveerd. Kan u uw zienswijze ter zake verduidelijken?

U herhaalt regelmatig dat wij naar het grote publiek moeten gaan. Daarin hebt u volledig gelijk. Ook vorige sprekers hadden het daar de voorbije weken over. Op die manier kwamen ook ideeën naar boven zoals een jaarlijkse herdenkingsdag, een herdenkingsjaar zelfs of een groot festival dat in alle grote steden en gemeenten, in de cultuurhuizen en in de musea op regelmatige basis zou plaatsvinden. Het voorbeeld dat professor De Wolf en mevrouw Tobe hier brachten is ideaal, namelijk de samenwerking tussen de artiest, de musea en de universiteit.

Voor mij is het volgende punt zelfs geen vraag, maar ik krijg graag bevestiging van u. Is dat één voorbeeld van wat wij in de toekomst honderden keren zouden moeten doen, namelijk een dergelijke samenwerking, niet alleen hier maar ook in de betrokken landen? U had het ook specifiek over het heden en de toekomst. Ik wilde het nu niet hebben over het verleden. Moeten wij echt de nadruk leggen op het heden en de toekomst?

Mijnheer Kasindi, hoe wil u het waardevolle idee van een debat tussen Congolezen en Belgen over hun gezamenlijke verleden organiseren? Zijn de bevolkingen en samenlevingen er volgens u rijp voor in Europa en Afrika? Ik probeer het wat breder te zien dan wat we hier vandaag al hebben gehoord. Hoe diep moet de kennis en het niet zonder reden beschuldigende discours over het verleden gaan? Wat kan dat deze mensen en volkeren bijbrengen? Dat de enen de anderen zien als de oorzaak van al hun problemen en dat de anderen zich diep moeten schamen omdat ze afstammen van moordenaars en plundersaars? Welk beeld moeten we ons van elkaar vormen?

Ik leid uit uw uiteenzetting af dat we beter een positieve agenda hanteren van persoonlijke ontmoetingen met en ondersteuning van de Congolese, Rwandese en Burundese burgers in hun persoonlijk welzijn, zoals vorming en medische zorg, zodat deze positieve contacten op termijn een constructief debat maar ook samenwerking als resultaat kunnen hebben. Mag ik dat zo zien?

Mijnheer Kasindi, u zei dat we de verschillen tussen Congolezen en Belgen moeten wegwerken. Ik vind dat een heel goede uitspraak waarover we verder moeten nadenken. U zegt verder dat de beste Congolese experts in Congo moeten zijn en niet in België. Wij, de Belgen, moeten dus investeren in de onderzoekssector in Congo, maar ook in scholen en musea. Zou bijvoorbeeld de oprichting van een internationale stichting, waarvoor de middelen uit België zouden komen, om de samenwerking met scholen, universiteiten, musea en dorpen in Congo, Rwanda en Burundi een manier kunnen zijn opdat het niet alleen de Belgen zouden zijn die beslissen, maar wel de internationale gemeenschap, waartoe ook België en Congo behoren?

U zegt dat we in de Congolese en de Belgische scholen dezelfde koloniale geschiedenis moeten onderwijzen. Dat lijkt mij logisch. Dat vind ik zelf belangrijk. We moeten een generatie Belgo-Congolezen meer gelijkheid geven. Een Erasmusproject, waarbij onze studenten in Congo kunnen gaan studeren, kan daarbij helpen. Dat lijkt mij een goed idee.

U hebt ook gezegd dat we geen verschil mogen zien tussen zij die geven en zij die krijgen, omdat dit leidt tot inferioriteit van zij die krijgen. Dat is een heel boeiend standpunt. Kunt u verduidelijken hoe wij daaraan kunnen meewerken? Ik vind een van uw conclusies heel sterk, met name de nadruk leggen op gelijkheid in alle onze contacten.

Ik heb ook nog een vraag voor de heer Batumike.

Hoe moeten we politiek reageren? We kunnen helpen om de drie landen met elkaar en met ons te laten samenwerken, zegt u. Dat zou een actie kunnen zijn die wij vanuit de Belgische politiek kunnen ondernemen. De vraag die ik vorige week heb gesteld was of wij dan moeten helpen om die oorlog in Oost-Congo te beëindigen en als wij dat moeten doen, op welke manier?

Vorige week zei een van de sprekers dat wij ons daar zeker niet bij betrokken moeten voelen, omdat zij dat zelf moesten oplossen. Dat werd gezegd door een Rwandese dame. Ik weet niet of dat er iets mee te maken had. Hoe denken jullie daarover?

Ik herhaal graag een conclusie als ik die boeiend vind: hoe beter we elkaar kennen, hoe minder racisme er zal zijn, hoe meer we de toekomst samen zullen realiseren. Ik vind dat een heel mooie conclusie. Kunt u daarop nog verder ingaan?

Mevrouw Tobe, wat betekent het restitutedebat dat we momenteel in deze commissie voeren voor de hedendaagse kunstenaars en de kunstwereld in Congo zelf? Wat zou dat eventueel voor de toekomst kunnen betekenen?

Dan heb ik nog een vraag voor u allemaal, die ik elke week stel. We hebben hier met de verschillende partijen weleens een discussie over het feit of we naar Congo, Rwanda en Burundi moeten gaan om naar de mensen te luisteren, om naar de Congolezen, de Rwandezers en de Burundezers te luisteren. Vindt u dat overbodig? Sommige partijen zeggen dat het werk hier in deze commissie moet worden geleverd.

Zelf denk ik dat wij, alleen al uit respect voor de landen en de bevolking van de drie landen, naar daar moeten gaan om de mensen zelf ook eens te horen. Wij horen jullie, de experts, maar we horen ook graag de gewone mensen.

Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Wij hebben inderdaad veel interessante ideeën gehoord, onder andere die de verdere werking van de commissie betreffen en die voeding kunnen zijn voor de aanbevelingen die wij in het finale politieke rapport zullen moeten formuleren.

Wat de verspreiding van *les mémoires* betreft bijvoorbeeld, vind ik de ambitie van mevrouw Mejia Cardona en de heer Balemba Batumike voor een gedeelde herinnering heel mooi. Het is ook bijzonder interessant om uw aanbeveling, mijnheer Kasindi, *restituer la connaissance* in detail uit te

diepen. Hierover wil ik graag een eerste vraag stellen.

Ik veronderstel dat het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika in Tervuren daar een rol in kan spelen. In een andere aanbeveling sprak u over dat museum en u hebt daar een vrij genuanceerde blik op gegeven, wat betekent dat u de werking kent. Als u toch een aantal aanbevelingen moet doen aan het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika, wat zouden die dan zijn? Hoe kunnen de gezamenlijke constructie en het gezamenlijk begrip toch tot uiting komen in het museum, al is het maar omdat daar heel wat bezoekers komen en het een enorme opportuniteit is? Hoe kan het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika een aantal aanpassingen in die zin doorvoeren en welke aanpassingen zouden dat moeten zijn?

Professor De Wolf, mevrouw Tobe, ik vond uw idee dat culturele diplomatie en uitwisseling in feite ook een vorm van rehabilitatie zijn, bijzonder interessant is. Hetzelfde geldt voor de toegankelijkheid van cultuur en wederzijds begrip. Dat element is misschien nog maar weinig in de commissie aan bod gekomen; ik vind het goed dat wij een dergelijk praktisch voorbeeld hebben gezien. De heer Briers verwees in dat verband al naar de unieke samenwerking met musea, universiteit en kunstenaar. Ik zou u beiden graag vragen wat in uw ervaring inzake gezamenlijke tentoonstellingen en dergelijke de praktische obstakels zijn om aan verdere culturele uitwisseling tussen de vier landen te doen. Ook dat kan immers deel uitmaken van de aanbevelingen ons rapport.

Alejandra Mejia Cardona: Je vous remercie pour vos questions démontrant à quel point votre écoute était attentive. J'en retiendrai quelques-unes.

Pour ce qui est du fait de sortir des cénacles politiques, il est pour nous important de non seulement partager les fruits de vos débats avec le grand public, mais aussi de les nourrir par les réflexions du grand public, de la société civile et de la diaspora.

De nombreuses possibilités s'offrent pour publier vos travaux. Je parle beaucoup des médias parce qu'ils peuvent produire des films, des documentaires. Des réalisateurs belges, burundais, rwandais et congolais peuvent aussi produire des films intéressants pour marquer les esprits, les mémoires apportant ainsi des éclaircissements sur le passé. Vous avez d'ailleurs une mine d'or dans le rapport des experts diffusé en octobre dernier. C'est un moyen.

Travailler avec la société civile belge rejoint une de

vos questions. Nous sommes des corps intermédiaires. Nous sommes un moyen, des acteurs relais de vos réflexions. Nous aussi, nous pouvons vous apporter les réflexions de nos publics parce que la société civile belge est en contact avec les citoyens de ce pays, mais aussi avec nos partenaires internationaux de la région des Grands Lacs. Nous pouvons partager leurs inquiétudes. De cette manière, nous construisons ensemble les différentes réparations possibles à mettre en place.

Au cœur de cette idée de sortir des cénacles politiques, il y a l'idée de réappropriation du débat. Mon discours au départ était centré sur cette idée, mais je me suis focalisée sur d'autres points. Il disait que tant que l'on considère qu'un fait aggravant à l'égard d'un de nos concitoyens ne concerne que cet individu, il n'y a pas de vivre-ensemble et on continue à vivre dans une optique où chacun poursuit son petit chemin. Or, pour passer de l'individuel au collectif, il faut que, par exemple, si l'un de mes confrères est victime de discrimination ou de racisme, je puisse me sentir concernée, parce que cela me fait mal tout simplement, et qu'en tant que citoyenne, je puisse alors me dire que je dois agir.

Nous devons, toutes et tous, pouvoir nous dire que cela ne concerne pas que les personnes qui ont vécu la colonisation qui, pour beaucoup, sont décédées, mais que cela nous concerne tous: avoir accès à ces droits de mémoire, savoir ce qui s'est passé afin de mieux comprendre et mieux appréhender notre monde.

Concernant la conservation des témoignages et la façon de les diffuser, il faut trouver des moyens créatifs. Les citoyens ont de moins en moins de temps à consacrer à ce genre de sujets par lesquels ils ne se sentent pas directement concernés. Il faut les attirer et susciter leur curiosité. Créer un site internet serait un des moyens ou un centre de mémoire historique. Cela existe en Colombie, par exemple. Je pense que Mme Rose Hunt a eu l'occasion de vous en parler: des centres qui concentrent tous les débats, créent des expositions virtuelles. Cela existe et je peux vous en envoyer des exemples. Ils préservent les témoignages qui sont mis en œuvre dans des situations de post-conflit. C'est très intéressant. Je cite souvent les BD car je suis un jour tombée sur une BD au sujet de la guerre en Colombie. Il y en a aussi qui sont liées aux descendants des nazis, par exemple. Elles illustrent une réalité que l'on n'a pas vue de ses propres yeux. Les BD marquent aussi les esprits, pas seulement des jeunes, mais également des adultes. Pourquoi ne pas solliciter des jeunes de la diaspora parmi lesquels il y a des

artistes? Il y a une mine d'or de ce côté-là!

Pour soutenir la société civile belge, j'ai déjà évoqué quelques exemples. Financer des projets: il y a des appels à projets auxquels la société civile répond. Je ne suis pas en train de dire que rien n'existe à ce niveau-là. Le fait d'écouter nos recommandations et de nous suivre est une manière de nous soutenir parce qu'en tant que société civile, c'est notre but, notre mission. En travaillant ensemble, nous pouvons nous enrichir mutuellement.

Enregistrer les témoignages est une très bonne idée pour la postérité. Les vidéos sont un très bon moyen. Pourquoi ne pas rédiger des livres? À la fin de vos travaux, vous déposerez un rapport. Il est important que vous le rendiez accessible, que sa lecture soit agréable pour tout un chacun. J'imagine que vous devez respecter les critères rédactionnels qui vous sont propres et qui sont peut-être moins accessibles, mais essayez de décliner les résultats de vos recommandations et de les présenter sur la place publique afin qu'ils y soient débattus et peut-être complétés par d'autres idées qui pourraient en émerger.

Pour ce qui concerne la prolongation de vos travaux, votre mandat touchera un jour à sa fin. Comment prolonger les outils médiatiques produits, mais aussi pédagogiques? Par la création d'un centre. Je suppose que ce n'est pas vous qui le ferez, mais vous en ferez la recommandation afin que cela soit fait. C'est une manière de prolonger votre travail.

Ensuite aussi, dans vos travaux parlementaires qui ne seraient pas directement liés aux travaux actuels de la commission, continuez à partager toutes vos émotions, les apprentissages qui vous ont nourris pendant toute la durée de vos travaux. C'est important.

Il faut également veiller à ce que les changements soient structurels, que les activités ne soient pas limitées dans le temps dans l'idée de remplir un cahier des charges. Il faut qu'il y ait des changements structurels et institutionnels: une journée nationale de commémoration de la mémoire du passé colonial est un changement structurel qui vous survivra. C'est ça l'idée: le but d'un travail de mémoire lié à un conflit est la non-répétition. Ici le sujet dont on parle est un sujet que l'on ne peut pas comparer à tous les conflits: c'est celui de notre passé colonial et de ses effets. Quand on parle de la non-répétition, ce n'est pas qu'il y ait des risques d'une nouvelle colonisation. Le but est la non-répétition des effets qui proviennent de celle-ci. La non-répétition des

comportements néocoloniaux et ce, jusque dans les affaires commerciales, dans l'exploitation minière et celle des ressources naturelles. C'est cela aussi qui est important quand il est question de non-répétition.

J'espère avoir répondu à vos questions. Nous pourrions en reparler au travers des réunions bilatérales car toutes vos questions sont très intéressantes.

Pour la suite, le fait a été évoqué qu'il est parfois malaisé de faire le lien entre ce passé-là et les questions actuelles de racisme et de discrimination. Vous avez donné des exemples d'afro-descendants qui ont pu accéder à l'éducation et aux mêmes droits que d'autres citoyens belges qui n'ont pas été les descendants des porteurs de mémoire coloniale.

Cependant, il y a malgré tout des faits. Il y a une réalité des actes discriminatoires qui peuvent même apparaître de façon insidieuse ou qui se sont normalisés. Je suis certaine qu'autour de vous, vous avez entendu des discours paternalistes et vus des discriminations. Par exemple, l'ONU a déjà pointé du doigt la Belgique pour des questions de racisme. La Fondation Roi Baudouin a aussi soutenu une recherche qui a prouvé que les jeunes afro-descendants, en Belgique, font partie des populations les plus diplômées. Or, ces populations sont celles qui trouvent le moins d'emploi. On peut se poser des questions.

Vous me demanderez peut-être ce que cela a à voir avec le passé colonial? Sans être experte en histoire, je peux dire que l'on peut voir l'héritage des discours paternalistes de l'époque, discours qui n'ont pas été déconstruits, qui infantilisent et qui parfois mettent tous les Burundais, tous les Congolais et tous les Rwandais dans un même sac, comme s'il n'y avait pas de spécificité entre les populations. Ces traces demeurent. D'ailleurs, tout l'enjeu du travail de réparation symbolique et de mémoire est de réfléchir à ce lien entre le passé et l'avenir. J'évoquerai ce sujet plus tard car c'est l'un de vos questions.

Merci aussi pour votre vision de notre approche, l'idée de notre travail nuancé. C'est important pour nous. En effet, il ne faut pas nourrir des frustrations qui existent depuis des décennies en les changeant (?). On doit être capable d'écouter, voire même de se disputer si nécessaire, de débattre et de mettre des idées sur la table, de vider son sac et de pouvoir créer un espace de dialogue transparent et de respect, où l'on puisse dire ce que l'on pense par rapport à ce passé.

Évidemment, certaines personnes se sont dévouées pendant la période coloniale, parfois sans être conscientes du système dans lequel leur dévouement s'insérait. Il faut donc aussi distinguer le système de l'époque et les comportements individuels. Il ne faut pas tout mélanger et ne pas tomber dans l'idée du bon et du méchant. Ce n'est pas noir ou blanc. C'est toujours plus complexe que cela. Il faut complexifier les choses. Pour nous, la nuance est importante.

Si l'on dit à une frange de la population belge qu'elle doit se censurer, cela continue toujours à nourrir les mêmes frustrations. C'est aussi le cas pour l'autre partie de la population à qui l'on a dit que le récit national était peut-être celui-ci. Ainsi, il faut parfois vraiment se disputer. Le fait d'être d'accord, de débattre, de se confronter et de pouvoir se mettre autour de la table, c'est une avancée énorme. Parfois, il faut s'arrêter. Parfois, on avance à reculons, mais il faut le faire. Je pense qu'il s'agit là de l'importance de la nuance, de ne pas nier le vécu de l'autre au risque de nourrir la concurrence des mémoires. Et cela ne va que se poursuivre encore.

Je prends souvent en exemple Patrick Balemba Batumike, mais c'est comme si, alors qu'on se disputait et qu'on a tous les deux des blessures, je lui disais qu'on ignorait ses blessures, que ce qui compte, ce sont les miennes et qu'on faisait comme si rien ne s'était passé. L'injonction pour la réconciliation ne marche jamais. Une injonction ne marche jamais.

Vous parlez de la reconnaissance. C'est aussi un moyen de réparation. Comme je le disais tout au début, il y a le fait que l'histoire ait généralement été racontée par les vainqueurs. Maintenant, il est temps de donner la parole à ceux qui ont été vaincus à un moment donné de leur histoire. La dignité des Burundais, des Rwandais et des Congolais a indéniablement été atteinte pendant la période coloniale. Une réparation constitue aussi de leur redonner une dignité qui a été atteinte chez eux. Dans le cas contraire, il resterait un sentiment d'impunité - sans vouloir comparer cela avec d'autres conflits. On sait très bien à quel point il y a des situations qui sont incomparables et à quel point le fait d'appliquer une manière de traiter ou de prévenir un conflit à un autre est souvent voué à l'échec. Il faut toujours tenir compte des spécificités.

Je vais essayer d'aller plus vite pour ne pas empiéter sur le temps de parole de mes confrères.

Je pense que c'est vous monsieur Briers qui

parliez de la manière dont la commission de Justice et Paix percevait le travail en Belgique ou sur place. C'est aussi une question que l'on s'est posée dès le départ, quand la commission a été créée. Cette commission a-t-elle un objectif belgo-belge ou doit-elle être ouverte aux autres frères et sœurs des autres pays concernés? Dans nos activités, on essaie toujours d'allier les deux. L'un n'exclut pas l'autre. Il faut toujours vraiment travailler en équipe. C'est notre vision en tant que ONG. Cependant, quand on travaille en équipe, on ne doit pas déterminer comment réparer les autres. Cela ne marchera pas. Ce n'est pas à nous de dire comment eux doivent être réparés, et ce, même si on se limite à faire un travail belgo-belge. C'est déjà un travail de grande ampleur en restant en Belgique. Il faut que les partenaires du Burundi, du Rwanda et du Congo nous nourrissent et qu'ils nous orientent.

Ils ont des choses à nous dire. Dans nos groupes de volontaires, par exemple, on a déjà consulté des partenaires Burundais qui travaillent sur la réconciliation et le travail de mémoire lié aux différents massacres et à la guerre civile. L'idée est de se demander comment nous pouvons nous inspirer de ce que vous faites sur place, chez nous, dans notre travail de mémoire autour du passé colonial. Ils vont nous dire des choses tellement intéressantes auxquelles nous n'avions pas pensé. Il faut les entendre.

D'une part, ils sont des protagonistes de cette histoire, mais cela nous permet aussi d'enlever nos œillères européennes qui sont aussi portées par un bagage, une histoire et une culture propres. Pour vous résumer mon idée, il faut que l'on travaille tous ensemble même si on va travailler directement avec les partenaires et tenir directement compte de la diaspora qui se trouve entre les deux. La diaspora est une richesse énorme. Ce sont les membres de la diaspora qui s'identifient dans leurs multiples identités à toutes ces parties prenantes. Sans la diaspora, on ne va pas beaucoup avancer.

En ce qui concerne le programme des réparations, vous me demandiez comment cela pourrait être mis en place et quelles pourraient être les missions d'un programme de réparations. Il est d'abord important de se mettre d'accord sur ce qu'est une réparation et le public cible de la réparation. Les premières personnes touchées sont les victimes et les descendants des victimes, mais de manière générale, il s'agit de la société, du grand public. Sinon, cela va toujours rester une affaire d'une partie de la collectivité et non de toute la nation. Un programme de réparation devrait commencer par cela. Il faudrait définir ce qu'est la réparation et déterminer les meilleurs moyens de la mettre en

œuvre.

Aussi, je pense qu'il est important de ne pas voir les réparations symboliques de manière globale en considérant par exemple que l'on va réparer la colonisation. C'est impossible. Le passé colonial belge est un thème immense comportant des milliers de nuances. Un programme pourrait ressortir du choix de plusieurs faits historiques. Ainsi, on parlera du statut des femmes, qui a été totalement transformé durant la période coloniale. Comment faire pour réparer ce qui s'est passé à ce moment-là? Pourrait-on se focaliser sur les Rwandais, les Burundais, les Congolais qui se sont battus pour l'indépendance de leur pays et dont l'intégrité physique a été atteinte, par exemple? Il faut vraiment prendre des cas d'étude – des focus – et ne pas dire que l'on va faire des réparations sur la colonisation de manière générale.

Au Pérou par exemple, les réparations ont permis de créer des monuments. Comme vous l'avez déjà constaté, il y aura toujours des désaccords dans toutes les initiatives que vous prendrez. C'est très bien. C'est comme cela que l'on avance. Pour beaucoup, ce ne sera jamais assez. Vous n'irez jamais assez loin. Pour d'autres, vos propositions seront perçues comme quelque chose qui va à contre-sens. Hier en Espagne, la Chambre a dû débattre du fait de chercher les disparus de la guerre civile dans les fosses communes, de leur donner un nom et de remettre les corps aux familles.

Pour nous tous, cela pourrait paraître très évident. On pourrait tous se dire que c'est d'office une très bonne initiative. Mais pour beaucoup de parlementaires, c'était une très mauvaise initiative. Vous le verrez, il y aura toujours des pierres d'achoppement. Mais c'est en poussant ces pierres, en essayant de travailler là-dessus et non en les contournant que l'on va avancer. Cela va prendre des années, mais cela vaut la peine.

Je pense que vous aviez aussi une question très importante par rapport aux prisons et à l'avenir. Vous vous demandiez si l'on devait se focaliser uniquement sur le présent et l'avenir. Encore une fois, je pense que c'est comme deux frères. Ils doivent poursuivre leur chemin ensemble. Il n'y a pas de présent sans passé et on ne peut pas comprendre le présent si on ne comprend pas ce qui s'est passé. Le passé nous apporte une lumière et ce qui est particulier, c'est que le passé change aussi. On ne peut pas changer les faits et les personnes qui ont été les protagonistes de ces faits-là, mais la lecture du passé peut changer avec le présent. C'est ce qui est intéressant.

Les deux doivent aller ensemble. On ne peut pas poursuivre sans tenir compte du passé. C'est comme dans l'exemple de deux frères. Ils n'ont pas eu le choix de naître et d'être frères. C'est comme cela. Ils doivent poursuivre leur chemin ensemble. Pour les jeunes générations, le travail de mémoire est un devoir de l'État, mais c'est aussi un droit des citoyens de savoir ce qui s'est passé et d'où viennent les représentations sociales qui les entourent. Pourquoi la société dont ils ont hérité est telle qu'ils l'ont reçue?

Si on ignore le passé, c'est comme si on disait aux enfants, à des frères: "Vous héritez de ma maison, je vous donne cette maison", sans leur donner la clé pour ouvrir la porte. Si on ignore l'un ou l'autre, si on ne travaille pas en se tournant aussi vers l'avenir, cela revient à donner une maison sans les clés pour pousser la porte. Je pense qu'il est indispensable de garder les deux en tête.

Patrick Balemba Batumike: Merci pour toutes ces paroles et questions qui contribuent à cette mosaïque et nous aident à avancer davantage.

Je vais commencer par la dernière intervention, en rapport avec le fonctionnement de la commission Justice et Paix, mais aussi avec la question liée au présent et à l'avenir. Il a peut-être semblé que, dans notre intervention, nous nous sommes focalisés sur le présent et sur le futur, plutôt que de regarder le passé. Il est vrai que, comme nous l'avons dit, il est plus urgent de régler le futur. Mais nous ne disons pas qu'il faut ignorer le passé. Car c'est le passé, comme vient de le dire ma collègue, qui nous éclaire, qui nous donne la lumière pour aller vers le futur, pour ne pas retomber dans le même trou, dans les mêmes erreurs. Bien sûr, concernant le regard vers le passé, il ne faut pas être trop passéiste parce qu'on pourrait aussi se contenter de rester dans le passé en se pointant du doigt et en tournant en rond.

Il faut se libérer du passé. Nous ne pouvons pas le changer, mais dès maintenant, prendre des initiatives et une orientation pour le futur. C'est à cet endroit que se situent les travaux de cette commission qui est en train de prendre à bras-le-corps ce problème longtemps laissé aux oubliettes. J'ai lu certains auteurs qui parlaient de l'amnésie collective entretenue pour ne pas "fouiner dans le passé". Ce n'est pas le problème. Nous regardons le passé et, lorsque nous parlons de vérité ou de réécrire l'histoire, ce n'est pas pour ignorer ce qui s'est passé. Nous n'allons pas ignorer que Hitler a existé, mais au contraire restituer la vérité historique, c'est-à-dire restituer le récit, qui peut être erroné à certains endroits. On rapproche le

récit de la vérité, et cela, en concertation avec tous les chercheurs du Nord, comme du Sud, sur les faits.

Concernant la question de l'éducation, de la transmission du savoir aux jeunes générations, j'ai rencontré en Belgique des élèves du secondaire, qui terminent leur cycle avant de commencer l'université. Ils ont un regard qui n'est pas critique, mais ils ont appris tout ce qui s'est passé. Et j'en ai rencontré d'autres du même âge qui ne savent rien du tout de l'histoire coloniale belge.

Je relie cela à cette maxime que j'ai citée à la fin de mon intervention: il faut mieux se connaître pour mieux s'aimer. Ceux qui connaissent l'histoire coloniale, ceux qui savent réellement ce qui s'est passé, quand ils voient un noir, par exemple contrôleur du bus ou du train, ils savent que c'est un homme ou une femme, une personne à part entière. Et il n'a pas l'étiquette de la couleur. C'est une personne comme les autres. Quand on connaît ce qui s'est passé, nous connaissons l'autre et nous apprenons à l'aimer.

Beaucoup de Belges, d'Européens, blancs et blanches, ont épousé des Noirs, des personnes afrodescendantes. Vous voyez que, quand ils parlent de personnes d'autres races, ils expliquent cela autrement. Ce n'est pas la même chose que quelqu'un qui dit "je ne veux même pas les approcher, je ne veux pas en entendre parler". Cela ressemble à une sorte d'ignorance, car, quand on ne connaît pas l'autre, mieux vaut ne pas se prononcer pour le juger plutôt que de mal le juger.

Concernant le fonctionnement de la commission Justice et Paix, nous n'avons pas voulu donner, avec ma collègue, plus d'importance à nous présenter nous-mêmes, notre parcours. Nous pouvons déposer nos CV si besoin, mais nous voulions beaucoup plus nous focaliser sur le message, sur le contenu afin de nourrir vos travaux. Nous avons pensé qu'il était plus intéressant de nous focaliser sur notre *input*, que vous prendrez ou pas, notre contribution assez modeste à vos travaux.

J'ai la conviction que vous êtes en train d'écrire une encyclopédie, et cela aidera le monde entier. Ma collègue a parlé de cet hémicycle, qui ne doit pas être la frontière des échanges qui se font ici. Je le souligne: il faut que cela sorte d'ici, il faut que les médias donnent du temps d'antenne à ces questions, afin que ce ne soit pas seulement une connaissance limitée à quelques personnes qui ont pu assister à une audience ou qui, par hasard, sont tombées sur un programme de télévision qui parle

de la question.

Nous avons insisté sur l'éducation ou sur la réécriture. Nous voudrions que dans les référentiels, dans le tronc de l'enseignement général, il y ait ne serait-ce qu'une page qui dit la vérité sur l'histoire coloniale, que tout le monde devrait connaître. C'est comme de savoir qu'on a besoin d'eau pour vivre.

J'essaye de répondre aux questions que nous avons reçues. Premièrement, plus concrètement, comment vulgariser ces travaux? Je souligne cette absence, dans les médias, des questions que vous traitez. Il est vrai que le premier rapport des experts, lui-même, fait 800 pages. Ce n'est pas donné à tout le monde en plus, il faut vraiment être passionné pour s'y atteler. Mais il est nécessaire d'en faire un résumé, de créer des programmes ludiques qui font passer le message.

C'est important, car la société belge ne doit pas réserver cela à une petite élite. Je ne pense pas que ce serait l'ambition de la Chambre, qui a compris l'urgence de tourner cette lourde page historique. C'est nécessaire de la tourner. Il en va aussi du prestige de l'État belge, de la Belgique, de la belgitude. L'avenir en a besoin. On peut essayer de se cacher derrière telle ou telle raison, mais la Belgique a besoin comme d'expiation en ce sens, de tourner cette page afin de revendiquer son éthique et le prestige de cet État qui vaut la peine. Ce n'est pas un État voyou. Les orientations que prendra cette commission habilleront l'État belge et la belgitude d'une robe à la mesure de vos résolutions.

Une autre question posée est celle de la légitimité de la Belgique, du rôle de la Belgique dans la région des Grands Lacs. Est-ce que ce n'est plus une continuation ou est-ce un appel à un néocolonialisme ? Je dirais que non!

Je vous raconte brièvement une histoire. Lorsque la colonisation a commencé, c'était le droit belge qui était d'application. Le droit belge était opposable aux seules personnes, aux rares individus, qui avaient pu accéder à l'éducation. On les appelait les "évolués". Pour être "évolué", des experts qui sont passés avant nous ont dû vous le dire, il fallait, comme dans une grille, qu'autant de cases soient cochées. Par la suite, le droit belge a été opposable à tous les Congolais. C'était *in extenso* et c'est encore aujourd'hui l'héritage juridique de la région des Grands Lacs. Le droit belge était un copier-coller. Il est vrai qu'en Afrique centrale, il est resté tel quel. Il y a eu des évolutions. J'ai travaillé au consulat de France au Congo et comme avocat. J'ai eu à participer à

différents colloques en Belgique à l'UCL et ailleurs pour écouter les échanges sur les évolutions du droit.

Je voyais combien notre Code napoléonien de 1804 importé au Congo est encore intact. L'article 1382 sur les responsabilités, l'article qui pose toutes les responsabilités qui est la base du travail de cette commission: "Tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer." Il est vrai qu'en ce qui concerne le passé colonial, on se pose la question de savoir comment réparer ce dommage. Il faudrait peut-être, comme l'ont dit mes collègues, restituer l'État belge comme il était à l'époque au pristin État. Il y eu des mains coupées? Je l'ai entendu. Qu'on les remette, qu'on les restitue, qu'on les recolle aux propriétaires? C'est absurde.

C'est pourquoi nous disons que nous ne voulons pas rester braqués sur le passé. Mais nous allons en tirer des leçons pour évoluer vers le futur.

Je reviens sur la légitimité du rôle de la Belgique dans la région des Grands Lacs. Pourquoi ai-je évoqué le droit? Pour montrer à quel niveau, la belgitude de la région des Grands Lacs existe encore aujourd'hui et n'a pas changé. Les Belges sont peut-être partis. Dieu seul sait s'ils sont vraiment partis! Ils sont peut-être partis physiquement. Le mariage qui a uni la région des Grands Lacs à la Belgique a commencé par des traités avec des chefs coutumiers invités à mettre leur pouce ou une croix sur un papier alors qu'ils ne savaient même pas ce que c'était. On devait peut-être leur donner des chaussures après ou des chocolats, et ils signaient. Eux ne savaient pas, les pauvres, que c'était une vente ou un traité international. Ils ne connaissaient pas la portée de leur acte. Voilà d'où vient le malaise!

Je pars de cet exemple, pour montrer en quoi aujourd'hui, la Belgique est encore légitime et que les Belges devraient se sentir mal à l'aise lorsque les citoyens de la région des Grands Lacs souffrent encore. La Belgique a comme "annexé" la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Burundi. J'ai pu lire quelque part qu'à un moment donné, il était question de faire de cette région (Rwanda, Urundi, Congo) la onzième province de la Belgique. Je crois même qu'un roi a dit que ce serait peut-être la Belgique de demain et que le Royaume belge en Europe deviendrait la province de cette nouvelle Belgique.

Je parle de cela pour montrer à quel niveau le lien qu'il y a entre la Belgique et l'Afrique centrale dépasse toutes les formes de traités ou de

considérations politiques ou administratives d'aujourd'hui.

J'ai eu la chance d'échanger avec plusieurs anciens ambassadeurs. L'un d'entre eux m'a dit que le leader qui est aujourd'hui un héros national, Laurent Désiré Kabila, avait appelé un des ambassadeurs de la Belgique et lui avait dit qu'il venait de remarquer que l'administration congolaise était défailante. Il lui avait alors demandé si les Belges pouvaient les aider à restaurer cette administration. On avait là un rebelle ou un chef d'État révolutionnaire qui prenait le pouvoir et qui interpellait un ambassadeur belge – il n'a pas appelé un ambassadeur des États-Unis, de la Russie, de la Chine ou d'un autre pays – pour demander de l'aide afin de restaurer son administration. C'est peut-être une demande qui n'est pas passée à la télévision ou qui n'a pas officiellement été communiquée, mais cela montre et démontre le lien assez fort qui existe entre la Belgique et ces États. Je ne vais pas m'atteler à d'autres points, sujets ou argumentations qui montrent combien ce lien est très fort, mais je voulais ici souligner la légitimité que la Belgique possède, à un moment, lorsqu'il y a la guerre.

Quand le Roi est arrivé, on pouvait même lui demander de terminer cette question. Mais le Roi des Belges n'est pas politicien, même s'il peut transmettre officiellement et diplomatiquement le message. Néanmoins, nous devons non seulement comprendre les attentes – il ne faut pas non plus se plier à toutes les demandes –, mais également se rendre compte de la place et du rôle qui sont ceux de la Belgique encore aujourd'hui. Il est vrai que le monde a évolué. On parle aujourd'hui de la mondialisation. On envisage la place de la Belgique à l'époque, qui était à un moment le seul interlocuteur international. Puis, il y a eu l'ouverture aux autres interlocuteurs. Aujourd'hui, peut-être sur place, on a l'impression que le poids de la Belgique n'a plus d'importance et n'a plus d'impact, mais le poids ou les attentes des pays des Grands Lacs envers la Belgique ne sont pas purement financiers. L'éducation en Belgique a évolué. Je parle du domaine de l'éducation et du social.

C'est cela qu'il faut partager. Il ne faut pas partager les finances, mais le système, l'expertise. Aujourd'hui en Belgique, il existe le système fort du Registre national. Je remercie à qui de droit et je lui rends les hommages qui lui reviennent. Je ne vous cache pas qu'au Congo, au Rwanda et au Burundi, il y a des personnes qui n'existent pas. Elles n'ont jamais existé juridiquement et elles mourront peut-être sans laisser aucune trace dans les registres. Soit les registres n'existaient pas, soit

ils sont inscrits sur les registres papier et cela va pourrir et brûler.

La coopération entre la Belgique et le Congo peut passer à travers des gestes presque simples: aider le Congo à avoir un logiciel. Internet passe partout. Mais au Congo, il y a des personnes qui n'existent pas et qui ne savent pas prouver leur identité. Il y a des contrées où des individus deviennent des chiffres. "On en a tué 50", "oh, 50 encore, dommage". Mais ces personnes ont des noms, une affiliation. Elles ont existé, mais elles sont invisibilisées. La Belgique peut apporter son aide sur cette thématique. Cela ne demande pas des millions ou des milliards.

Je reviens encore sur la question de l'éducation. Le système éducatif existe. C'est le système qui a été hérité des Belges dès 1960. Il y a eu quelques tentatives de réforme, mais c'est le même système qui est resté. C'est aussi le cas du référentiel. Il n'y a pas eu de mise à jour. À un moment, l'UNICEF et l'UNESCO ont essayé d'aider. Mais il reste toujours une grande attente de la Belgique.

Je termine cette question en rapport avec les questions actuelles. Une guerre existe entre le Congo et le Rwanda. Il y a des accusations et des rebellions qui ne finissent pas. Je ne vais pas parler des services de sécurité qui doivent savoir, qui s'informent, mais il y a un grand besoin local dans la région des Grands Lacs d'un soutien et d'un accompagnement – même moral – de la Belgique.

Des questions et des sujets ont été abordés dans ce Parlement par rapport aux différentes ethnies ou les tracés des frontières. Je ne vais pas y revenir car je ne veux pas m'éterniser. Mais ce serait bien si l'on pouvait continuer ces débats plus tard.

Le rôle de la Belgique ou les attentes à son égard, c'est d'essayer d'aider le Congo, le Rwanda et le Burundi à revenir et à retrouver leur place dans le concert des nations. J'espère que les Belges qui ont un lien beaucoup plus proche avec le Congo se sentent gênés lorsque l'on parle de cette colonie. La colonie la plus riche qui a jamais existé, où il y a les personnes les plus pauvres du monde! C'est absurde, et il y a lieu de faire quelque chose. Je ne dis pas qu'il faut carrément être chrétien pour dire que cela ne va pas. Tout humaniste ne peut que voir ces réalités.

J'ai parlé de la relecture de l'histoire. Une question a été posée par M. Briers sur des visites éventuelles en Afrique. Pensons-nous que cela vaut la peine? Il y a à boire et à manger. Si c'est une initiative belgo-belge et que les Congolais acceptent qu'une délégation arrive, c'est bien. Mais

je voulais souligner un aspect: quels sont les interlocuteurs de la région, s'il faut y aller ou faire venir quelqu'un? Sont-ce les "leaders"? Est-ce l'administration actuelle? Les citoyens? Les organisations de la société civile? Je pense qu'il faut y être attentif.

Cela peut être des interlocuteurs de la réparation éventuelle. À qui donner quoi? Combien et pourquoi? Pour faire quoi? Est-ce qu'on est sûr? Il faut des interlocuteurs légitimes. Si vous faites cette visite, n'hésitez pas à voir, même s'ils n'ont plus de pouvoir aujourd'hui, les chefs coutumiers et leurs descendants. Même s'ils n'ont plus de pouvoir politique ou temporel, peut-être pourraient-ils vous apporter quelque chose.

Quelques rares personnalités qui ont été des ministres à l'époque de la colonie ou des premiers gouvernements peuvent vous apporter aussi leur lecture, leur vision de la chose. Mais je ne peux pas vous limiter non plus. Dans un travail de recherche et d'écoute, vous devez, je pense, être disposés à écouter les deux extrêmes pour vous faire une juste opinion.

Je ne reviendrai pas sur la question de la malédiction des richesses. J'en ai assez parlé.

La coopération universitaire: nous avons vu avec le Pr de l'ULB, l'artiste de Kinshasa, qu'il y a des pistes de soutien et des échanges possibles. J'ai rencontré des groupes de jeunes dans certaines communes belges qui font des échanges culturels avec des écoles dans certaines villes du Congo, du Rwanda et du Burundi. C'est toujours bénéfique. On a parlé du musée de Tervuren, le "Musée royal de l'Afrique Centrale". Pourquoi ne pas l'appeler le "Musée royal de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi"?

Il m'est arrivé d'échanger avec des personnes que j'appellerais des activistes; ils sont unanimes pour dire qu'il faut ramener, dans des valises, tout ce qui concerne l'art africain. Je leur dis que c'est très bien! Mais où vont-ils déposer tout cela? Dans quelles conditions et à qui remettre ces oeuvres? Est-on certain que tout cela ne se retrouvera pas au marché noir?

Je propose de tout numériser afin que ceux qui ne peuvent pas se déplacer aient la possibilité de faire une visite virtuelle. Pourquoi ne pas donner l'accès gratuit aux originaires du Congo, du Rwanda, du Burundi? J'ai visité ce musée plus de trois fois et j'ai payé mon ticket. Je n'en demande pas le remboursement. Bien sûr j'apprends aussi beaucoup. Il est d'une grande richesse. Des documents sont encore sous scellés et

inaccessibles. Des données géologiques sont enfermées et peuvent aider aux recherches scientifiques et pour la postérité, afin de retrouver certains chemins ou certaines routes.

Il est absurde que, 62 ans après l'indépendance du Congo, aucune route ne réunisse le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest. Il est absurde que, pour aller d'un point à un autre, il faille prendre l'avion.

Aujourd'hui, on évolue. L'écologie nous demande d'emprunter des moyens de transport alternatifs. Mais comment demander à un Congolais d'aller à Kinshasa autrement que par avion de Bukavu, où j'habite et d'où je viens. Cela mérite réflexion. Même pour un pays "riche" en potentialités, je suis honteux lorsque l'on me dit que le Congo est riche, je me cache. Je préfère ne rien dire et je m'éclipse. La "richesse" du Congo se révélerait vraiment si on voyait au moins les enfants aller à l'école, manger à leur faim et vivre en paix.

Les Congolais, les Rwandais et les Burundais ne demandent que ça: la paix et la coopération technique pour qu'ils puissent s'approprier la technologie. Il y a des enfants en certains points qui n'attendent que de recevoir une instruction, une formation quelconque pour tout changer, pour qu'il y ait des miracles! Car le mariage Belgique-Afrique centrale peut non seulement profiter aux Belges et aux habitants d'Afrique centrale, mais pourrait changer la configuration du monde.

Il y a une question qui rejoint celle de la légitimité de la Belgique, à savoir faut-il aider militairement la RDC? Quelqu'un a dit que non! D'autres disent le contraire, qu'il faut envoyer des armes. Le Congo n'en a jamais produit. Ce qui n'empêche pas que des milliers de gens sont tués. À mon avis, on n'en a pas besoin. Nous avons besoin de la paix. Nous avons besoin d'écoles, de routes, d'enseignants, de formateurs. Si nous avons cela, le reste nous le ferons nous-mêmes. Si on a la paix, si on a tout ce qu'il faut pour démarrer! Il suffit à certains paysans de recevoir un tracteur l'aider à labourer et à planter. Au Congo, on peut planter deux fois par an. En une saison, cela peut changer la vie des gens, changer la vie des villes et des provinces.

Je viens du Congo, j'arrive ici et je trouve des produits qui ont passé du temps, en avion, dans des congélateurs. Bien sûr qu'on produit aussi au Congo, mais en petite quantité, dans son jardin derrière la maison et cela suffit. Il est grand temps de réfléchir autrement et mieux se connaître pour mieux s'aimer. Si on se connaît mieux, si on connaît mieux les potentialités des uns et des autres, on peut encore mieux s'entraider et changer l'avenir.

Une question portait sur le musée de Tervuren, j'ai répondu.

En ce qui concerne un fonds émanant de la communauté internationale pour faire quelque chose, je suis tout à fait d'accord et je suggérerais de commencer par la petite enfance et de remonter jusqu'aux universitaires. Le reste, ce sont des interventions transversales. Si on aide les enfants à aller à l'école, à manger à leur faim, ce sera déjà un bon début. Si la Belgique acceptait ou prenait la décision d'aider le système éducatif dans la région des Grands Lacs, à partir de la maternelle jusqu'à l'université, en donnant les possibilités et les formations nécessaires aux enseignants et en essayant de renforcer les infrastructures nécessaires, il me semble que, d'ici une vingtaine d'années, ce seront des chercheurs congolais et le parlement congolais qui décideront de grandes mesures pour venir en aide, par exemple, à la Belgique. Le réchauffement climatique qui évolue aujourd'hui, qui est à notre porte, devrait nous amener à réfléchir et à penser autrement pour l'avenir.

Je vais m'arrêter là, mais je reste ouvert, avec notre association, pour participer à d'autres échanges.

Le **président**: Merci à vous pour vos réponses. Je passe maintenant la parole à M. Kasindi.

Laurent Kasindi: Monsieur le président, je vous remercie.

Comment enseignons-nous la colonisation au Congo? Qu'est-ce qui nous est enseigné? Personnellement, j'ai appris la colonisation à travers un cours d'histoire. Nous avons un cours d'histoire de la colonisation qui, étrangement, a commencé en 1482 lorsque Diogo Cão découvre l'embouchure du fleuve Congo. Ce qui est à déplorer dans ce récit de l'histoire du Congo, c'est le fait que le Congo semble ne pas avoir existé auparavant. Dans un effort de réécriture, c'est aussi quelque chose qui pourrait être corrigé. Je pense que cela vient aussi du fait que les livres que l'on utilise n'ont pas été écrits par les historiens congolais. Après, on nous apprend tout. On nous apprend la Conférence de Berlin de 1885, l'État indépendant du Congo – toutes les étapes.

J'ai mentionné avoir été formé par des prêtres belges. Je voudrais quand même reconnaître qu'ils n'ont jamais essayé de modifier les parties plus douloureuses de l'histoire de la colonisation. Je ne me souviens pas qu'ils aient essayé de nous cacher qu'il y avait eu des mains coupées pour l'exploitation du coton. Ils le disaient – en tout cas

pendant le cours.

Je passe rapidement à la question suivante. Comment peut-on aborder les questions psychologiques de la réhabilitation des descendants de colonisés d'hier? J'ai quelques mots qui viennent de mon travail. Comme déjà mentionné, nous faisons la transformation de conflits et la construction de la paix. Nous avons l'habitude d'être en face de communautés qui se sont déchirées, de deux parties qui se sont entretuées et d'essayer d'accompagner un processus de dialogue.

Le premier mot, c'est l'écoute active. Dans un processus de réconciliation, la base, c'est écouter. Laisser l'autre partie exprimer sa douleur et ce qu'elle ressent. Nous savons que c'est très difficile. Je peux comprendre, par exemple, que quelqu'un ne se sente pas à l'aise avec les points que j'exprime.

La deuxième partie à observer dans les situations de conflit, c'est l'empathie. Cette capacité que l'humain a d'essayer de se mettre dans les chaussures de l'autre. Je pense que, sur les questions de la colonisation également, à chaque fois que je parle avec des Belges, je ressens l'écoute, l'empathie et le respect de leur part dans le cadre de ce que je pouvais exprimer. C'était vraiment très réparateur d'un point de vue psychologique. Ce n'est pas matériel. J'ai déjà vécu cela au Congo et en Belgique.

Je peux vous dire que mes deux premiers mois en Belgique, j'ai été accueilli dans une famille belge avant d'avoir un endroit où vivre, et nous avons eu beaucoup de dialogues sur ces questions avec cette famille belge. J'ai trouvé qu'il y avait beaucoup de respect, d'écoute et d'empathie. Je crois que cela répare déjà un peu les aspects psychologiques.

Je vais rapidement parler aussi du programme Erasmus et du rapatriement des connaissances. J'aimerais prendre l'exemple de ma sœur Tobe, qui est sur cet appel. Lorsqu'elle a parlé de son séjour, qu'elle a appelé retraite, ou résidence à Tervuren, j'ai pensé que c'était exactement ce que je ne souhaiterais pas. Si elle doit comprendre les esprits de ses ancêtres et être obligée de mener le processus, qui est très difficile, je peux vous le garantir, d'obtenir un visa Schengen... Je ne sais pas si quelqu'un a déjà essayé, ou vous a raconté. J'imagine que, pour une artiste, demander le visa pour venir en Belgique juste pour un séjour artistique, ce n'est pas très facile. Il faut le faire, il faut avoir de la documentation, il faut prouver beaucoup de choses.

Je suis venu en Europe trois fois avant, et je sais que ce n'était pas évident. Donc, elle doit déjà passer par là, après elle doit venir dans un climat qui est totalement différent du climat de ses propres ancêtres et après être en immersion pour essayer de comprendre. Parfois je me dis. je ne suis pas en train de dire "arracher", je ne suis pas dans cette confrontation-là - mais je dirais plutôt "le plus possible qu'on puisse dupliquer". Cela répond à une dernière question. On peut avoir une réplique du musée de Tervuren au Congo. On peut avoir un partage de connaissances de sorte qu'un Congolais au Congo puisse accéder à 80 % des connaissances qu'il aurait eues à Tervuren. Après, Tervuren et ce musée au Congo pourraient avoir un jumelage, une relation de collaboration et des échanges réguliers. Ce serait très utile.

J'en viens à la manière dont a été perçu mon discours, qui n'était pas très nuancé et qui peut peut-être paraître un peu assertif. Je crois que je suis piégé par la réalité, par le rôle. Je ne sais pas si on peut nuancer la colonisation. Moi-même, j'ai parcouru le rapport de votre groupe d'experts. Les faits et je ne suis pas historien, mais tout ce que j'ai lu, il serait difficile de le nuancer.

L'autre chose que je ne peux pas nuancer, c'est ce que je ressens. Quand je dis que j'ai passé 40 ans au Congo et que j'avais un sentiment d'infériorité par rapport à la Belgique en général ! Quand j'avais 20 ans, si je rencontrais un jeune Belge de 20 ans, je le ressentais supérieur à moi, par rapport à tout un ensemble de facteurs qui ont été évoqués ici. L'histoire, le fait qu'ils ont pu nous coloniser, le fait qu'on a été dans des écoles qu'ils ont construites,... Il y a donc tout un narratif, un environnement dans lequel on grandit, qui nourrit ce sentiment d'infériorité. Je ne peux pas nuancer cela; mais je n'ai pas la légitimité pour parler au nom des afrodescendants qui vivent en Belgique. Je ne peux donc pas répondre à cela.

Je peux m'exprimer sur la base de ce que j'ai entendu. Mais je crois beaucoup en l'expertise belge en matière de recherche. J'ai vu qu'il y a beaucoup de bons chercheurs. Beaucoup d'études sont menées. Je pense que si cette question était posée à des chercheurs en Belgique, la réponse viendrait de manière très nette. Je peux anticiper un peu ce qui serait découvert.

Je passe rapidement sur la question de si les Congolais seraient disposés à avoir un tel débat public sur cette question de la mémoire. Je rejoins Patrick, en fait. Une idée qui me passe par la tête serait que votre commission pourrait organiser une sorte de caravane au Congo, juste pour visiter

certains sites du passé colonial, en se disant: "Nous venons à l'écouter!"; ou une petite délégation de cinq à dix personnes.

Je sais que pour la partie congolaise, il y a des personnes qui peuvent vous proposer les bons sites à visiter. Liez juste ce que vous pouvez lire dans les livres et ce que vous pouvez écouter dans les discours à une représentation visuelle. Après, les communautés tout autour peuvent y ajouter des ingrédients. Si vous le faites dans un esprit d'écoute, d'empathie, ce serait très bien perçu; parce que d'aussi loin que je me souviens, je n'ai jamais vu cela.

Je suis revenu très longtemps sur le fait que la bonne réparation, c'est vraiment d'essayer de baliser les différences réelles ou perçues entre les Belges et les Congolais.

Dans mon travail, ce que nous voyons d'habitude, c'est que les perceptions sont tout aussi importantes que la réalité. Si je perçois Patrick comme un oppresseur, peut-être ne veut-il pas m'oppresser, mais il doit prendre en compte le fait que je le perçois comme cela. Il y a donc tout ce travail autour de la perception, qui peut aussi être corrigée à travers les échanges, comme on a dit précédemment.

J'ai aimé l'idée de cette fondation qui essaierait de gérer la question de ce partage des connaissances. Je reviens vraiment sur le fait que je ne suis pas en confrontation avec la Belgique. Je ne pense pas que ce soit l'idéal. On ne peut pas refaire l'histoire.

Il y a probablement des connaissances sur le Congo qui sont en Belgique. Aujourd'hui, la technologie permet que ces choses soient partagées. Il ne s'agit pas d'arracher et de remettre. Je ne sais pas si c'est idéal. Je pense qu'il est possible de dupliquer. Il est possible de faire un équilibre pour que ces échanges entre les jeunes - je parle beaucoup des jeunes parce que pour moi, c'est l'avenir qui compte - soient possibles. Ils peuvent apprendre beaucoup en venant en Belgique, sur la Belgique et sur une partie du passé colonial. Les Belges qui iraient au Congo apprendraient beaucoup, à travers ce qu'ils peuvent voir, mais aussi en essayant, comme je l'ai proposé à votre commission, de mettre du visuel sur des connaissances. Cela pourrait être une initiative très forte.

Il y a aussi la question de savoir quel est le rôle que pourrait jouer le musée de Tervuren, dans le cadre de la restitution de la connaissance. Je pense avoir déjà répondu à cette question. J'ai visité le musée

de Tervuren à trois reprises en compagnie de Belges, d'autres Européens, mais aussi avec des Congolais qui venaient d'arriver en Belgique.

Personnellement, je me suis senti à l'aise avec ce que j'ai pu lire. Mais cela n'engage que moi. J'ai trouvé qu'un effort d'honnêteté scientifique avait été fait. Beaucoup de gens qui l'ont visité avant moi ont estimé que cela n'était pas suffisant. Mais pour ce qui me concerne, si quand j'étais au Congo, c'est cela qu'on m'avait dit, j'aurais trouvé que cela allait. Quand j'ai lu différents passages avec mes amis belges, j'ai eu l'impression que nous nous trouvions face à la même version. Lorsque nous sommes sortis du musée et que nous nous sommes retrouvés dans le métro, nous avons eu des discussions qui n'ont nullement été destructrices. Je n'ai pas vu chez eux de la culpabilité et ils n'ont pas vu chez moi des accusations. Quand un jeune Congolais de 20 ans rencontre un jeune Belge du même âge et qu'ils visitent le musée de Tervuren, ils ne vont pas sortir de celui-ci, l'un disant à l'autre qu'il appartient à la race des bourreaux et que, pour sa part, il appartient à la race de victimes. Ce sont deux intellectuels qui auront regardé une réalité, avec des ancêtres, des parents qui ont commis certains actes, en se demandant comment cela a pu être possible, l'un demandant à l'autre comment il vit cette situation. Telles sont les discussions que j'ai eues avec mes amis. Ceux-ci m'ont dit qu'ils ne savaient pas que cela était si grave et m'ont demandé mon ressenti. Ils m'ont aussi demandé comment cela affectait notre relation. Pour ce qui me concerne, je n'ai jamais eu l'impression que cela nous ait éloignés ou déchirés. Au contraire, cela a renforcé nos relations.

Comme Patrick Balemba l'a dit, il faudra vous interroger lorsque vous serez au Congo. Quels sont les manuels utilisés pour parler de la colonisation? Demandez à un enseignant de vous les montrer. Vous verrez combien ils sont vieux. Ils ont été édités en 1948 ou en 1952.

J'ai lu beaucoup de livres. Pour vous raconter une petite anecdote. J'appartiens à la tribu des Barega. J'ai vu un masque traditionnel de ma tribu en visitant le musée de Tervuren. J'ai visité plusieurs fois mon visage natal et je n'ai jamais vu ce masque. J'ai visité la case de mon chef coutumier. Je n'ai jamais vu ce masque. Mon père ne l'a jamais vu non plus. J'ai pris des photos de ce masque. J'ai même trouvé un livre dans lequel sont répertoriés des masques. Comment est-il possible que je puisse acheter, en Belgique, un livre sur la culture de mon ethnie et l'offrir à mon père qui a 70 ans? Comment est-il possible qu'une personne de cet âge doive attendre que son fils qui, par

chance, est parti en Belgique, lui ramène un ouvrage qui lui raconte sa propre histoire?

Je pense que cela peut être corrigé car, si c'est maintenu ainsi, c'est cela qui cultive cette impression que nous avons, nous autres, que même ce que nous sommes, nous ne le savons pas. Combien de fois ai-je entendu des personnes au Congo dire: "C'est quand je suis arrivé en Belgique que j'ai appris telle chose." Aujourd'hui, je peux vous dire qu'il y a des discussions au Congo. Vous avez entendu parler de cette tension entre la communauté des Banyamulenge et les autres ethnies au Congo. Une communauté dit être victime de discrimination. Je peux vous dire que, dans tous les débats auxquels j'ai participé, tant les Banyamulenge que les Congolais ont cité la Belgique. Ils ont dit: "Allons en Belgique! Nous allons retrouver des cartes de l'ethnographie du Congo avant les indépendances. Allons en Belgique! Nous allons interroger les sources." Moi, je ne pense pas que vous, les Belges, vous seriez heureux, vous vous sentiriez en égalité si vous deviez partir en Australie ou au Canada, par exemple, pour apprendre des choses sur le passé de la Belgique. Le fait que, dans tous les débats, même aujourd'hui, on dise "allons à Bruxelles", allons à tel endroit car c'est là où nous allons apprendre quelque chose de fondamental qui divise les Congolais aujourd'hui, cela révèle que la connaissance devrait être rapatriée et cela va aider à construire une génération qui se sentira en relation égalitaire.

Pour être un peu opérationnel, monsieur le président, ce que le musée de Tervuren peut faire aujourd'hui – je peux me mettre à leur place –, c'est se poser les questions que Patrick Balemba a évoquées. Si nous devons tout rapatrier, comment cela sera-t-il accueillir? Dans quel cadre? Je peux comprendre cela. Nous ne sommes pas en train de demander à votre commission de provoquer des changements immédiats ni de provoquer de la brutalité ou une cassure. C'est tout simplement impossible. Un processus réussi va être un processus progressif.

Progressivement, que peut-il arriver? D'abord, le musée de Tervuren peut identifier un partenaire au Congo. On vient de commencer un beau musée à Kinshasa mais on peut aller plus dans les provinces. J'ai visité certaines villes au Congo qui portaient même des noms tels que "le baobab de Stanley" à Matadi. Des sites touristiques au Congo portent encore des noms qui rappellent l'histoire coloniale ou même pré-coloniale. Si le musée avait déjà un partenaire, ce serait un bon début pour commencer à discuter et, ensuite, pour définir ce qui peut être partagé progressivement.

Je reconnais l'expertise du musée de Tervuren pour la conservation, pour raconter et exploiter l'Histoire. Nous ne l'avons pas au Congo. En tout cas, je le présume. Mais si le musée pouvait renforcer les capacités des Congolais, en préparation de ce qui peut arriver dans dix ou vingt ans, en préparation d'une sorte de jumelage, ce serait bien. Ainsi, le savoir serait à la disposition de tout le monde. Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Kasindi. Monsieur Balemba, voulez-vous intervenir?

Patrick Balemba Batumike: Je voudrais souligner l'aspect de la culture et du partage des ressources à Tervuren. Je voudrais demander à la commission d'insister afin qu'il soit possible d'ajouter aux types de visa existants en Belgique un visa culturel pour les ressortissants du Congo, du Rwanda et du Burundi, afin de permettre aux chercheurs désireux de visiter Tervuren de le faire. Je crois que cela serait un bon début pour résoudre cet aspect des choses.

C'est le dernier point que je voulais ajouter. Pour le reste, on peut me transmettre des questions par écrit.

Le président: Je passe maintenant la parole au professeur Hans De Wolf et à Mme Tobe, afin qu'ils puissent répondre aux questions des collègues.

Hans De Wolf: Monsieur le président, il serait intéressant de commencer par la question de M. Briens concernant cet enjeu de la discussion sur la restitution. Une question qui ne se pose pas ou rarement, c'est ce que cela représente pour une artiste contemporaine qui travaille et qui développe son travail à Kinshasa et ce que cela pourrait éventuellement représenter dans dix ou vingt ans. Parmi nous, la seule personne qui puisse répondre à cette question, parce qu'elle vit à Kinshasa et qu'elle y a sa pratique d'artiste contemporaine, c'est Mme Géraldine Tobe.

Géraldine Tobe: Monsieur le président, mesdames et messieurs, je vais essayer de répondre à cette question.

Je commencerai par dire que la restitution, pour le moment à Kinshasa, pour nous jeunes artistes, ne représente pas grand-chose. Je vis et je travaille à Kinshasa. J'habite dans une zone périphérique qui est vraiment très détachée du centre-ville, là où toutes les manifestations artistiques se passent. En tant qu'artiste, je fais un travail avec ma population; pour moi, il est très important de faire un travail où

mon art permet à ma population de s'identifier. De temps en temps, je prends le temps d'interroger mes proches, d'autres artistes de ma génération, ceux qui sont beaucoup plus jeunes que moi, sur cette question de la restitution.

Pour le moment, cela ne représente pas grand-chose. Pourquoi? Parce que nous ne sommes pas éduqués dans cette culture, si je peux l'appeler ainsi. En effet, nous sommes des enfants nés plus tard, après la colonisation. Nous n'avons donc pas vécu la colonisation mais par contre nous arrivons à sentir les retombées de celle-ci. Je pense que c'est peut-être la première chose à faire avant d'arriver à cette question de la restitution. Je vois ce projet de restitution comme une lettre qui doit commencer par une introduction, se poursuivre par un développement et finir par une conclusion.

On ne peut pas arriver directement à la conclusion sans pour autant voir l'introduction et puis le développement. C'est la raison pour laquelle, dans cet esprit du projet Esprit des Ancêtres, nous, on a d'abord voulu faire ce travail sur la connaissance ancestrale parce que c'est important. Hans, la première fois qu'il est arrivé à Kinshasa, je l'ai amené visiter le musée. Et lui-même, il sait ce qu'il avait vu. Si nous, les artistes contemporains, quand on fait des expositions... La première fois que j'ai fait l'exposition à l'institut français, j'ai regardé le public et la plupart étaient des expatriés et nos amis artistes. C'est comme ça que je me suis dit que si notre art doit être au service de notre société ou bien si notre société doit s'identifier dans ce qu'elle nous présente comme art, quelles sont les alternatives qu'on peut prendre pour que cette population arrive à s'identifier dans notre art? C'est comme ça que j'avais pris cette initiative de commencer à faire un travail où de temps en temps je sollicite aussi cette population. Mais c'est tellement difficile parce que les Kinois et les Kinois n'ont pas cette éducation culturelle.

Moi, j'ai fait une petite exposition dans un quartier reculé à Kinshasa et j'ai été à deux doigts de me faire lapider parce que la réaction de la population était que "ce sont des choses des blancs". Ils ne comprenaient absolument rien. Je ne savais même pas communiquer avec eux parce que, pour eux, ce sont des histoires que les blancs nous ont amenées. C'est là où je m'étais rendue compte que nous ne sommes pas éduqués sur le plan culturel et c'est comme ça que j'ai commencé à faire les initiatives de faire de l'art plastique dans le milieu scolaire. Voilà. Amener cet art dans le milieu scolaire parce que ce sont nos enfants qui sont les décideurs de demain. Donc, c'est quand même important d'investir cet art dans l'éducation de nos enfants. Donc, moi, mon travail, c'est beaucoup

plus avec ma population, vraiment avec ma population. C'est la raison pour laquelle dans ce projet Esprit des Ancêtres, il y a une forte présence de la sensibilisation de la pédagogie. Oui, c'est bien bon de faire des expositions et autres, mais quand la population que nous aimerions inviter et qui est incapable de comprendre c'est quoi ce que nous faisons, qu'est-ce que ça représente ce patrimoine, c'est là où tout ça devient un peu compliqué.

Voilà ce que je peux répondre à ce sujet, mais Hans peut évidemment compléter.

Hans De Wolf: Oui, bien sûr, Géraldine. Je dirais qu'il faut élucider ces deux ans de travail avec un groupe de jeunes artistes contemporains, non seulement congolais, mais plus généralement africains.

Géraldine et moi vous apportons un petit exemple de *good practice*, comme on dit en anglais, de bonne pratique dans le domaine de la diplomatie culturelle. Celle-ci consiste non seulement à aller l'un vers l'autre pour se connaître, mais c'est surtout un verbe et une action: il faut un projet pour avancer. La vie est trop courte, l'Histoire est trop longue. Il faut élaborer des projets concrets qui répondent à la demande actuelle. C'est ce que Géraldine et moi sommes en train de réaliser.

En réponse à certaines positions qui ont été défendues cet après-midi, le modèle fondamental me semble être ce qu'on appelle en anglais: *people to people*, quand deux personnes - européenne et africaine - se sont engagées dans un projet qui leur paraît promis à un grand avenir et pourvu d'une raison d'être. Du coup, nombre de problèmes historiques, de racialité et de différences sociales n'existent plus. Ces gens sont unis dans un engagement commun.

Nous appliquons la même méthodologie aux autres projets que je poursuis en Chine et au Japon. Le *people to people* est un modèle beaucoup plus efficace, quoique moins visible, parce qu'il ne figure pas dans les grands hémicycles de la diplomatie internationale. En tout cas, il apporte du concret et de la précision.

Puis, en réponse à d'autres points qui ont été discutés cet après-midi, je considère qu'une des tâches les plus importantes pour les 20 prochaines années - dont parlait M. Kasindi -, le grand objectif devrait être d'augmenter exponentiellement la masse critique à Kinshasa. Vous avez absolument raison: c'est là-bas, de même qu'à Lubumbashi et Goma, que devraient se trouver les profs.

C'est en Afrique que le besoin de cette connaissance se fait sentir. En travaillant sur ce projet "Esprit des ancêtres", nous avons donc déjà développé, à notre modeste mesure, plusieurs exemples qui marchent très bien. Je donne l'exemple d'un de nos artistes de l'exposition "Esprit des ancêtres". Il s'appelle Jeanpy Kabongo. Il est bourré de talent. Il étudie les textiles de la tribu Kuba.

Je dirais toujours que la grande différence entre un artiste travaillant au Congo et un artiste travaillant en Belgique, c'est qu'à Kinshasa, Jeanpy n'a pas ou très peu accès à l'information. C'est pour cela que nous avons fondé à Bruxelles un groupe de recherche. Ce sont nos étudiants de la VUB qui vont fouiller toutes les bibliothèques et les archives pour trouver un maximum d'informations autour des textiles Kuba. On nourrit l'artiste, Jeanpy Kabongo, avec cela.

Très important aussi, la diplomatie culturelle ouvre également à toutes formes de nouveaux formats. Dans l'exposition "Esprit des ancêtres", cela ne va bien sûr pas mener à un traité sur les textiles Kuba, parce que Jeanpy est artiste, et pas historien. Mais il va collaborer avec un *fashion designer* de la section mode de l'Académie royale des Beaux-Arts d'Anvers pour créer une ligne de mode basée sur cette connaissance oubliée des textiles Kuba.

Pour moi, ce sont les conclusions les plus importantes à porter à ce sujet. Mais nous avons appris aussi beaucoup de choses concrètes, comme Géraldine vient de le dire. Faire une exposition à Kinshasa, c'est presque impossible en ce moment; mais c'est aussi parce qu'il n'y a pas l'espace mental. Encore une fois, je reviens sur cette idée de masse critique. Il faudra augmenter exponentiellement la masse critique à Kinshasa et développer des nouveaux formats.

C'est pour cela, encore une fois, que la diplomatie culturelle, c'est une question de développement de nouvelles idées, de tentative de trouver des nouveaux formats, des nouveaux moyens de communiquer et de collaborer à trouver des solutions.

Je reviens encore une fois sur le dernier projet sur lequel on travaille. Nous voudrions faire venir, sur base annuelle, d'excellents étudiants congolais en Belgique pour étudier leur patrimoine à Tervuren. Je crois que c'est changer un peu la direction de la chose. Moi, je ne vois pas tout de suite faire voyager en grand nombre le patrimoine africain préservé à Tervuren en direction de la RDC, pour plein de raisons techniques. Je ne vais pas vous faire perdre du temps en dressant toute la liste.

Il faut aussi inverser la chose. Je crois qu'on doit offrir avec grande générosité à des grands groupes d'étudiantes et d'étudiants congolais la possibilité d'étudier leur propre patrimoine d'abord ici, parce que c'est d'abord ici. Je pense qu'il faut là un changement de mentalité à Tervuren parce que pour l'instant, cela a déjà été évoqué, c'est une forteresse. Comme l'a dit M. Kasindi, la possibilité qu'une Congolaise ou qu'un Congolais a d'accéder aux réserves de Tervuren est proche de zéro. L'exemple de Géraldine est éclatant à cet égard. C'est pour cela qu'il faut aussi le faire d'une façon équilibrée, ce qui constituera toujours une grande difficulté parce qu'il y a cet énorme *gap* entre le niveau de prospérité en Belgique et en RDC où la majorité des gens doivent vivre avec deux euros par jour. Avec un déséquilibre tellement important, il sera toujours compliqué de mettre en place un système équitable qui donne, comme je le souhaite de tout cœur, à des centaines d'étudiants congolais la possibilité de venir étudier ici entre autres aussi sur leur patrimoine. Je crois qu'il faut les aider.

J'ai trouvé très touchant Laurent Kasindi lorsqu'il a dit qu'il avait été accueilli par une famille belge qui lui avait porté de l'intérêt. Ce sont des choses absolument importantes. C'est comme Géraldine me l'avait dit aussi. Il y a toujours un danger de faire venir un étudiant congolais avec le risque que, dès le jour où il met les pieds à Bruxelles, il disparaisse dans la nature. Cela va nous causer plein de problèmes à plein de niveaux. Il existe cependant des moyens et des idées pour éviter cela. Il faut donc aussi prévoir que les étudiants qui ont étudié en Belgique, quand ils rentrent en RDC, reçoivent une promotion et que ce passage fait en Belgique soit valorisé. Là, je voudrais quand même faire une proposition que je trouvais très intelligente du côté d'une très respectable institution qui existe déjà en Allemagne, c'est la Fondation Alexander von Humboldt, en allemand Alexander von Humboldt-Stiftung, qui s'occupe entre autres d'objectifs similaires.

Il est inscrit qu'une fois qu'on est *fellow member*, on le reste pour toute sa vie. Cela veut dire que si un membre vient étudier un an à Bruxelles, par exemple, sur les réserves de Tervuren, et qu'après une année, nous voulons tous qu'il occupe une place à Kinshasa parce que c'est de cette manière qu'on va augmenter la masse critique tellement nécessaire, ce membre aura toujours la possibilité de revenir à Bruxelles pour poursuivre des études. C'est comme cela qu'on crée des ponts constructifs. De cette façon, on affronte un peu cette fièvre qui résulte de cette grande inégalité dans la vie quotidienne.

Je voudrais ajouter une chose: au début des questions, j'ai été confronté à une panne d'ordinateur, ce qui est très drôle car, normalement, c'est à Kinshasa que cela arrive et pas ici. Je le dis parce que si, pour cette raison, je n'ai pas pu entendre certaines questions, vous ne devez pas hésiter à les reposer.

Quoi qu'il en soit, je crois avoir répondu à votre question, monsieur le président.

Je voudrais maintenant revenir sur la nécessité, selon M. Briers, de visiter le Congo. Je suis tout à fait favorable à cette idée. J'ai visité Kinshasa à trois reprises. À chaque fois, j'ai été bouleversé pour une raison ou une autre. Il faut que la Belgique réalise qu'elle ne comprend pas le Congo. Elle a beaucoup d'idées préconçues. Elle a beaucoup de perspectives qui ne sont plus ou peu correctes. Je répète donc encore une fois que mon modèle de diplomatie culturelle fonctionne.

Ce n'est pas différent en Chine, en Corée, au Vietnam ou au Congo. Cela marche via *people to people*. Quand des personnes s'engagent ensemble dans un but très précis, d'un coup, toute cette panoplie de préoccupations n'existe plus. Et pour vous dire toute la vérité, j'ai le grand avantage de travailler dans un *medium* qui, par définition, est universel: l'art. C'est la seule communication humaine qui lie tous les peuples de cette terre. Dans ce sens-là, l'idée que tous ces trésors sont à Tervuren, c'est un sujet de préoccupation et de débat. On connaît bien les opinions de Bénédicte Savoy qui est une amie. Mais considérez bien que c'est un énorme potentiel pour l'avenir que nous avons là. Déjà trouver les réponses à toutes les questions d'une façon équitable et équilibrée, c'est vraiment une des clés majeures pour réinventer les relations entre le Congo, le Rwanda, le Burundi et la Belgique. J'en suis profondément convaincu.

Géraldine Tobe: J'aimerais aussi souligner un autre aspect important relatif au projet "Esprit des ancêtres".

Depuis le début, j'ai toujours dit à Hans que c'était un projet de réconciliation, de résilience. C'est un projet qui s'est fait dans la collaboration. Ce n'est pas un projet revendicatif. Pour nous, l'important, c'est d'arriver à un résultat. Aujourd'hui, nous sommes les premiers participants au projet "Esprit des ancêtres" mais nous prévoyons que ce projet ne se limite pas seulement à nous, à cette génération mais qu'il continue. L'idéal du projet, c'est de reconnecter toute une génération de jeunes artistes avec leur spiritualité mais cela nous

aide aussi à nous réapproprier le savoir-faire de nos ancêtres. Si vous le permettez, dans la société ancestrale, comme me l'a toujours expliqué ma grand-mère, l'art était au milieu de la communauté, de la société. L'art était au service de la société. En même temps, cet art-là arrivait à toucher les différentes couches sociales.

Aujourd'hui, je veux parler concrètement car Kinshasa a tellement de questions et de problèmes que cela demande que chaque Congolais mette la main à la pâte et puisse apporter sa pierre à l'édifice. Dans cet esprit, dans cette réappropriation du savoir-faire de nos ancêtres, comment mettre l'art au service de la société?

Un projet que Hans connaît se fait avec les malades en psychiatrie à l'Université de Kinshasa, UNIKIN. On travaille en collaboration avec UNIKIN. On fait ces projets-là avec les patients à l'hôpital. En effet, pour nous, il est important que cet art puisse arriver jusqu'à l'extrémité de la société kinoise, là où les gens ne sont pas informés de cet art. En bref, je peux peut-être compléter ce que Hans vient de dire. Nous, vraiment, notre souci le plus important est de faire ce travail et que ce travail puisse aller de soi dans la société, et que cela soit aussi transmis de génération en génération. C'est vraiment important. Voilà ce que je peux ajouter à ce que Hans vient de partager.

Hans De Wolf: Je voudrais terminer avec une anecdote, parce qu'elle est très éclairante, elle arrive à point nommé.

Ce que je voudrais montrer pendant que l'exposition a lieu à Kinshasa, c'est une anecdote historique, mais une anecdote de taille. Quand le grand génie de l'art moderniste d'Europe, Pablo Picasso, a eu dans sa main, pour la première fois, une statuette en provenance du Bas-Congo, il était tellement abasourdi par les qualités de cette statuette, il était tellement dépassé qu'il a pris un pinceau avec de la peinture orange afin de peindre dessus. Il avait trouvé quelque chose qui le dépassait complètement. C'est quelque chose que je voudrais partager avec les Congolaises et les Congolais. Leur art, qui n'est plus chez eux, qui est chez nous, leur culture qui n'est plus chez eux, qui est chez nous, ont inspiré même le plus grand maître de la modernité ici en Europe. Et cela veut dire, quand on peut revenir avec ce genre d'histoires à Kinshasa, que le mot clé du succès de "L'Esprit des ancêtres" est le mot fierté. Il faut rendre à toute une génération de gens à Kinshasa, au Congo et au-delà, l'idée d'être fiers de leur culture, de leur identité.

J'ai oublié un petit élément. M. Kasindi parlait de

recourir à des copies et à des duplicata, mais je n'y suis vraiment pas favorable. En tant qu'historien de l'art, c'est ma tâche de défendre bec et ongles l'intégrité d'une œuvre d'art. La copier relève toujours d'une mauvaise inspiration. C'est aussi pourquoi, s'agissant des artistes du projet "L'Esprit des ancêtres", j'ai toujours défendu la nécessité de ne travailler qu'avec des originaux, car seuls ces objets sont chargés d'une forme de spiritualité. Mais, bon, c'est un détail. Je ne crois pas du tout en un potentiel issu de ce genre de pratiques.

Nous avons abordé tous les éléments qui nous semblaient importants en ce moment. Je vous remercie, de toute façon, pour votre intérêt et votre attention.

Kurt Ravyts (VB): Beste sprekers, ik dank u voor uw lange maar zeer interessante uiteenzettingen.

Mijnheer Kasindi, ik moet mij misschien een beetje verontschuldigen voor mijn eerste interventie. Ik vond uw tweede interventie van een andere tonaliteit en zeer interessant.

Mevrouw Cardona en mijnheer Batumike, ook hetgeen u zei, was heel interessant. Hetzelfde geldt voor de twee andere sprekers op afstand.

Mijnheer de voorzitter, de benadering van die mensen is de juiste benadering als het gaat over de sfeer die in onze commissie zou moeten heersen. Wij moeten veel verder gaan dan het feit dat het museum in Tervuren een koloniaal symbool is en welke beelden er weg moeten. Wij hebben hier heel interessante grondstof gekregen waar onze commissie heen moet met haar aanbevelingen.

Jan Briers (cd&v): Mevrouw Cardona, u sprak over de organisatie van een *centre de mémoire historique*. Ziet u dat als iets dat gelijkaardig is aan het AfricaMuseum? Ziet u zoiets in Brussel en in Kinshasa? Als wij musea creëren in Congo, moeten wij dat dan alleen in Kinshasa doen? Of moeten wij ervoor zorgen dat de kunst en de *mémoire historique* gespreid over het land wordt?

Ten slotte, *pour comprendre ce qu'on ne comprend pas*, ik vind dat heel boeiend.

De **voorzitter:** Ik heb nog een kleine methodologische commentaar.

Aansluitend op hetgeen collega Ravyts zei, het is net de rijkdom van onze commissie dat verschillende meningen in een veilige omgeving aan bod kunnen komen zonder al te veel confrontatie, maar wel op een uitdagende manier,

waarbij ruimte is om vragen te stellen om tot verdieping te komen van stellingnames die hier gebeuren. Onze hoorzittingen en de discussies die daarop volgen, zijn meestal vrij lang. We nemen elke dag opnieuw de tijd om bij vragen of opmerkingen van parlementsleden en uitgenodigde sprekers het gesprek voort te zetten.

Mevrouw Cardona ging wat dieper in op de manier waarop we kunnen komen tot de gezamenlijke dialoog en tot een coconstructie van ons project, een interessante vraag. Ook de andere sprekers hebben erover gesproken. De commissie heeft een aantal pogingen in die zin gedaan, maar het werk is niet af. Het proces zelf heeft al gezorgd voor enige maatschappelijke discussie, ook buiten onze muren. Dat is een goede zaak. Er zijn veel meningen over onze commissie. Het is goed dat die ook geuit worden gedurende de jaren die we al achter de rug hebben.

Het eerste expertenrapport is tot stand gekomen aan de hand van een vrij heterogene expertengroep, met een aantal mensen van Congolese, Rwandese en Burundese nationaliteit en een aantal mensen van diasporaorganisaties in België. Verschillende sprekers hebben tijdens de hoorzittingen de voorbije weken en maanden telkens met veel lof gezwaaid naar het expertenrapport. Dat expertenrapport is gelezen en becommentarieerd. Dat is een goede zaak. Het rapport is met veel autonomie geschreven.

We hebben ook geluisterd. Op advies van een traumapsychologe die werkzaam is bij het Internationaal Strafhof, hebben we namelijk luistersessies georganiseerd, wat vrij eigenaardig is voor een parlement, waarbij parlementsleden zich hebben geëngageerd om te luisteren naar getuigenissen van slachtoffers zonder daarop te repliceren. Dat was een enigszins trage aanzet in aanloop naar de hoorzittingen die we naderhand hebben gehouden, waarbij dan wel, soms stevig, de verschillende meningen aan bod zijn kunnen komen.

Wij hebben ook altijd de organisatie van informele events aangemoedigd. Af en toe hebben we dat zelf ook zeer informeel en op individueel niveau gedaan als leden van de commissie. Het is echt mijn hoop dat wij samen tot nog wat meer dergelijke informele events kunnen komen. Ik denk dat wij daarin samen een rol hebben te spelen.

Ik bespreek uiteraard ook het werkbezoek. Collega Briers vraagt elke week of het een goed idee is om op werkbezoek te gaan naar Congo, Rwanda en Burundi. Ik kan u meedelen dat ondertussen beslist is dat wij dat werkbezoek absoluut zullen doen. De

redenen daarvoor zijn vanzelfsprekend getuigen van respect en luisterbereidheid. Collega Briers is er daarnet ruim op doorgegaan, ook hij vindt dat een goed idee.

De hoorzittingen zijn eigenlijk een dialoog bij uitstek. Ook deze namiddag hebben we dat gedaan. We voeren het gesprek, we luisteren. Het is niet altijd technisch even makkelijk, maar we proberen ook om mensen uit Congo, Rwanda en Burundi effectief uit te nodigen, samen met leden van de diaspora in eigen land. We hebben bijvoorbeeld ook al sprekers gehad die lid zijn van verenigingen van ex-kolonialen, zodat we ook hen konden beluisteren. Misschien komen we tot een gezamenlijk narratief, voor een stuk een gezamenlijke lezing of een gezamenlijke analyse.

Verder wil ik ook bevestigen dat de videoverslagen van deze vergaderingen beschikbaar zijn en blijven. Het is belangrijk dat de Kamer die in het archief behoudt, zodat ook vorsers of mensen uit het buitenland die onze werkzaamheden willen volgen, nu of over een paar jaar, terecht kunnen bij de videoverslagen. Zo kan ook de dynamiek en de stijl van de discussies worden bekeken.

Als laatste punt onthoud ik uw aanbeveling om het eindrapport toegankelijk te maken. In het Parlement hebben we immers de gewoonte om via de geijkte manieren parlementaire documenten en teksten op te stellen. Ik denk dat de vulgarisering van ons eindrapport wel degelijk belangrijk is.

Mevrouw Meija Cardona, ik geef u het woord om de vraag van de heer Briers te beantwoorden.

Alejandra Mejia Cardona: Par rapport au centre de la mémoire historique, je réitère ma volonté de vous envoyer par e-mail, si vous le souhaitez, les exemples déjà existants dans d'autres pays. Il me semble que ce serait bien de faire tout de même un centre qui ait une portée internationale, qu'il y ait comme une sorte de succursale dans chaque pays et qu'elles travaillent ensemble, qu'elles fassent des expositions ensemble, qu'elles questionnent "quelle est la meilleure réparation symbolique". Pour quels pays? Parce que les Burundais, les Rwandais et les Congolais ne pensent pas forcément de la même façon. Je pense que c'est toujours important de garder cette vision internationale, de se décentraliser. C'est indispensable pour avoir le travail le plus riche possible. Puis, si nous souhaitons diffuser des images, des photos, des documentaires au travers de ces centres, ce serait dommage d'écartier justement les pays qui sont peut-être les plus concernés. Nous sommes toujours dans cette idée du travail en équipe et, là encore une fois, un

centre de la mémoire historique, à partir du moment où c'est une mémoire partagée, l'idéal – il me semble –, ce serait de faire quelque chose de conjoint. Évidemment, tout dépend des moyens financiers, des compétences des institutions fédérées et fédérales et les partenaires sur place. Il faut voir ce qui conviendra le mieux par rapport aux moyens possibles mais il faut vraiment avoir cette ouverture. Je pense que tous les orateurs d'aujourd'hui ont mis l'accent là-dessus aussi. C'est important d'écouter toutes les voix.

De **voorzitter**: Alvorens de vergadering te sluiten wil ik de vijf sprekers bedanken voor hun intelligente bijdragen aan onze commissie. Het is onze taak om dat werk verder te zetten en een goed resultaat te bekomen.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 14.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.14 uur.